

DERNIÈRE ÉDITION

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE - N° 11875

4,60 F

DIMANCHE 3-LUNDI 4 AVRIL 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 08 - Tél. : 246-72-23

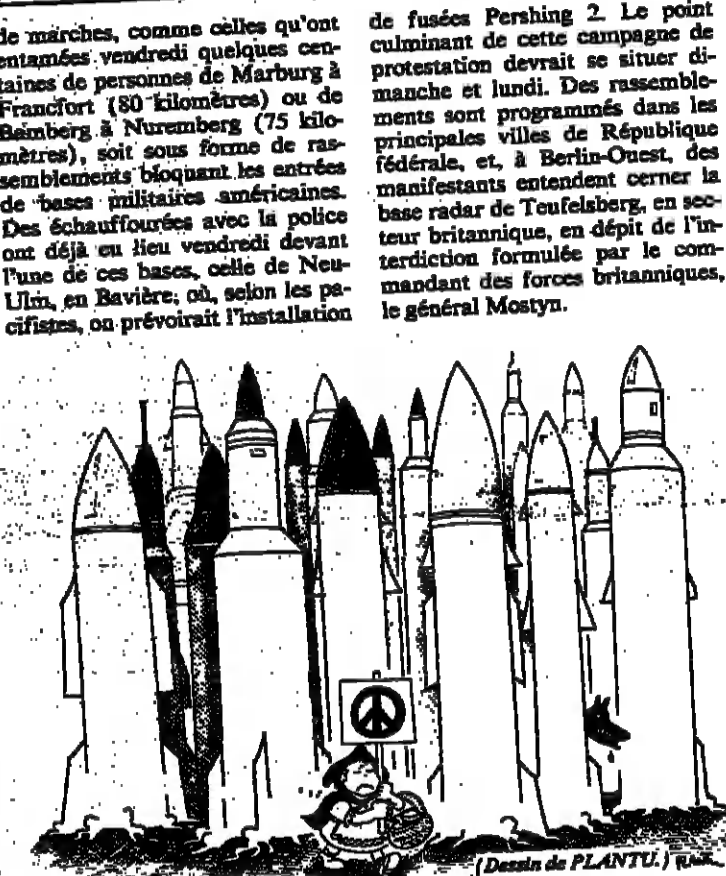
## Les pacifistes européens lancent une campagne contre les nouvelles armes de l'OTAN

### M. Gromyko rejette les propositions de M. Reagan

Les pacifistes auront été les seuls à ne pas respecter la traditionnelle trêve qui marque la vie politique des États européens pendant le long week-end pascal. Les Britanniques ont donné, vendredi 1<sup>er</sup> avril, le coup d'envoi à une multitude de manifestations prévues pendant ces quatre jours dans différents pays européens. La « vallée nucléaire », cette région située à une centaine de kilomètres à l'ouest de Londres, où les « folles » de Greenham-Common campent déjà depuis des mois, a été le théâtre, vendredi, d'un des plus grands rassemblements de ce type jamais organisés en Grande-Bretagne. Ils étaient quarante mille selon les autorités, entre soixante-dix mille et cent mille selon les organisateurs, à se tenir par la main en une spectaculaire chaîne humaine sur les 25 kilomètres qui séparent la base aérienne de Greenham-Common, site d'implantation prévu pour certains des nouveaux missiles de l'OTAN, et l'usine d'armement nucléaire de Burghfield. Les camps des organisateurs du C.N.D. (Campaign for Nuclear Disarmament) ont ainsi lancé des pétitions et la « vallée nucléaire » a été transformée pour un jour en une gigantesque kermesse avec : musique, danses et lâchers de ballons.

En République fédérale, les quelques manifestations qui ont eu lieu vendredi n'étaient encore qu'un avant-goût de ce qu'a préparé le Mouvement pour la paix, qui espère faire « marcher » un demi-million de personnes environ pendant quelques jours. Près d'une centaine de manifestations sont prévues au total sur l'ensemble du territoire, soit sous forme

de marches, comme celles qu'ont entamées vendredi quelques centaines de personnes de Marburg à Francfort (80 kilomètres) ou de Bielefeld à Nuremberg (75 kilomètres), soit sous forme de rassemblements bloquant les entrées de bases militaires américaines. Des échauffourées avec la police ont déjà eu lieu vendredi devant l'une de ces bases, celle de Neu-Ulm, en Bavière, où, selon les pacifistes, on prévoit l'installation



(Dessin de PLANTU.)

## LA MISE AU POINT DU PLAN DE RIGUEUR

### Les syndicats veulent se faire entendre

Des critiques nuancées de la C.F.D.T. aux vives accusations d'incompétence proférées par la C.G.C., tous les syndicats ont réaffirmé à M. Pierre Mauroy, lors des entretiens de Matignon, leur opposition au plan de rigueur si des « corrections » et des compléments n'y étaient pas apportés.

Fait beaucoup plus inquiétant pour le gouvernement, tous les dirigeants confédéraux ont laissé entendre que, face au mécontentement de leur base, ils ne pourraient pas rester sur l'Aventin.

« Très inquiète », la C.F.T.C. a estimé que les mesures de rigueur étaient « dangereuses et mal orientées », et toutes les autres centrales ont insisté sur les défauts et les insuffisances du plan gouvernemental. Les premières critiques portent sur l'injustice des prélèvements fiscaux qui, fixant la barre d'imposition trop bas, pénalisent les salariés à faible revenu, les familles, les retraités, ainsi que certains chômeurs. Même la C.G.C. a admis, en pré-

sentant un tableau sur l'effort contributif supplémentaire par tranches de revenu, que la progression de l'impôt par rapport à celui initialement fixé pour 1983 était beaucoup plus forte pour les personnes situées en bas de l'échelle hiérarchique (+ 30 % pour un revenu imposable de 55 555 F chez les ménages sans enfants) que pour celles trônant au sommet (+ 5 % pour 250 000 F et + 4,75 % pour 277 777 F) (1).

La deuxième série de critiques concerne la politique salariale. F.O., la FEN et la C.G.T. ont été les plus sévères pour reprocher au gouvernement, et surtout à M. Delors, une volonté plus ou moins explicitement affirmée de rogner sur le pouvoir d'achat et de remettre en cause les accords ou « relèves de conclusions » sur les rémunérations. « S'ils n'étaient pas respectés, il y aurait des conséquences graves », a affirmé M. Jacques Fommatei, secrétaire général de la FEN. F.O. a présenté à M. Mauroy « une ferme mise en garde au gouvernement contre les conséquences du dépréciement de la négociation collective ».

JEAN-PIERRE DUMONT.  
(Lire la suite page 15.)

(1) Pour un revenu brut imposable de 55 555 F, la C.G.C. estime que l'impôt passera de 1855 F à 2410 F (+ 30 %), et pour un revenu de 250 000 F, l'impôt passera de 49 173 F à 51 673 F (+ 5 %).

### Confession

**AU JOUR LE JOUR**  
Un sondage nous apprend que 69 % des Français ne vont jamais à la messe, comme on disait naguère. Nous avons surpris cette rareté : une confession.  
« Alors, mon fils, parlez-moi de vous.  
Mon père, je m'accuse de croire à la bonne volonté des gens en place, et de tolérer leurs erreurs. Je m'accuse de ne pas froquer le fust, de pécher par orgueil : j'ai en vacances dans

les Deux-Sèvres. Je crois que j'en ai dit et j'ai la naïveté de croire que je ne suis pas en danger. Je n'éprouve ni peur ni angoisse. Je sors chaque matin dans l'optimisme et chaque soir dans la béatitude.  
— Votre cas est désespéré, mon fils, et je ne puis vous donner l'absolution. Voici l'adresse d'un psychiatre.  
BRUNO FRAPPAT.

**Les effets de la dévaluation et du plan d'austérité : la réponse des ordinateurs**  
LIRE PAGE 15

### FRANCE

#### M. Giscard d'Estaing s'interroge

(Page 18)

### DATES

#### Les Malouines, un an déjà...

(Page 2)

### CHINE

#### La petite « vis » au service du parti

(Page 6)

### NICARAGUA

#### Les vérités du docteur Grosjean

(Page 6)

### SOCIÉTÉ

#### Le nourrisson et son cerveau

(Page 10)

Dans « le Monde Dimanche » quatre pages de radio et de télévision

## Les poisons du silence

Plus de sept ans après l'accident, les déchets toxiques de Seveso provoquent une dangereuse « partie de tennis verbal » entre une société suisse, une région italienne et, enfin, les gouvernements français et ouest-allemand. La balle est aujourd'hui dans le camp allemand. Mais les déchets restent introuvables.

Fuites, rumeurs, démentis, longs silences : décidément, le nuage toxique de Seveso n'a pas fini de répandre ses effluves nauséabonds. Depuis le 10 juillet 1976, date de l'échappée de dioxine dans la banlieue milanaise, rien n'a été fait pour normaliser dans cette affaire, comme si la pollution chimique avait égaré les esprits et suscité à son tour des rumeurs de fumée politico-économico-administrative.

Après l'accident de 1976, il a fallu attendre plus de quatre mois pour que l'on apprenne que l'usine italienne ICMESA, propriété de la firme suisse Givaudan, elle-même contrôlée par la société bâloise Hoffmann-La Roche, polluait en fait son environnement depuis vingt ans ! Plusieurs affaires de justice en témoignent. Bien qu'il ait fallu évacuer des centaines d'habitants et abattre quatre-vingt-trois mille animaux contaminés ou risquant de

l'être, bien que l'on ait enregistré de nombreux cas d'affection cutanée dans la population — mais pas de mort, semble-t-il — il aura fallu attendre six ans (octobre 1982) pour que les responsables de l'accident soient inculpés !

Il aura fallu enfin une enquête du mensuel *Science et Vie*, publiée dans la perspective du procès des inculpés de Seveso qui doit s'ouvrir à Monza le 18 avril, pour que les gouvernements européens se sentent obligés de répondre à la question que tout le monde se pose : où sont donc passés les déchets toxiques de Seveso ?

La vérité, dès lors, a bien du mal à sortir de son puits. Le 14 octobre 1982, le conseil régional de Lombardie annonçait que les fûts de dioxine avaient quitté l'Italie. Un parlementaire italien, M. Mario Campana, demanda alors à la Commission des Communautés européennes où se trouvaient les déchets. Réponse du commissaire européen, publiée au *Journal officiel des Communautés* du 28 février 1983 : « La Commission n'a aucune raison de penser que le transport et l'élimination des déchets contaminés par la dioxine de Seveso n'ont pas été effectués conformément aux dispositions de la directive [de 1978]. » Et la Commission suggère à l'honorable parlementaire de s'adresser aux autorités italiennes, « seules compétentes ».

Le 21 octobre 1982, la société Hoffmann-La Roche, interrogée par les autorités françaises, assure que les déchets ne sont « ni en Suisse, ni en Italie, ni en mer », mais dans une décharge autorisée. Or, souligne-t-on au secrétariat d'État à l'environnement, qui dit décharge autorisée dit autorisation de l'État, car il s'agit d'installations sous haute surveillance. Le gouvernement français n'ayant été saisi d'aucune demande, c'est que les déchets ne sont pas en France, C.Q.F.D. D'ailleurs observe-t-on chez M<sup>me</sup> Bouchard deau, les fûts de dioxine sont entrés en France sous douane c'est-à-dire pour être réexportés.

ROGER CANS.

(Lire la suite page 16.)

### M. GILBERT TRIGANO invité du « Grand jury R.T.L. - le Monde »

M. Gilbert Trigano sera l'invité du « Grand jury R.T.L. - le Monde », dimanche 3 avril, de 18 h 15 à 19 h 30. Le P.D.-G. du Club Méditerranée sera interrogé par François Grosche et Alain Rollat, du Monde, et par Jean-Yves Hollinger et Gilles Leclerc, de R.T.L. ; le débat étant dirigé par Henri Marquet.

### SORTIE MERCREDI 6 AVRIL LE RÊVE DES ANNÉES 50...

MIDU-MIDU ISABELLE HUPPERT GUY MARCHAND



Gaumont



## Dates

### RENDEZ-VOUS

- 4 avril. États-Unis : quinzième anniversaire de l'assassinat de Martin Luther King.
- Inde : nouvelles manifestations de protestation pour l'autonomie du Pendjab.
- 5 avril. Japon : voyage du président égyptien Mubarak (jusqu'au 10).
- Grande-Bretagne : voyage aux Malouines de familles de soldats tués dans la guerre contre l'Argentine.
- 5 avril. Paris : les députés du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale organisent à Paris leur Journée d'études.
- 6 avril. Paris : visite de M. Chen Muhua, ministre chinois du commerce extérieur.
- Espagne : procès en appel des putschistes du 23 juin 1981.
- États-Unis : visite à Washington du président de l'Équateur.
- Irlande : visite à Dublin de M. Perez de Cuellar (jusqu'au 8).
- 6 avril. Paris : M. Mauroy engage la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale.
- 7 avril. Liban : voyage de M. Cheysson.
- 7 avril. Portugal : congrès de l'Internationale socialiste à Lisbonne (jusqu'au 10).

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75247 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 554 F 767 F 990 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER  
(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 897 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : un abonné doit être avisé à l'avance par lettre recommandée ou par lettre simple avec avis de réception.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces à l'impression.

### LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 DA ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 240 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 55 c. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 55 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 p. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Singapour, 325 F CFA ; Suède, 7,76 kr. ; Suisse, 1,40 fr. ; Yougoslavie, 85 d.

5, RUE DES ITALIENS  
75247 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 240-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982)

Imprimerie : Le Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire : n° 57 437.  
ISSN : 0026 - 9360.

## IL Y A UN AN

# Les Malouines : la boue et les missiles

Il y a un an, les troupes argentines débarquaient dans l'archipel des Malouines. Peu après, les premiers bâtiments de la force d'intervention quittaient les côtes anglaises sous le regard un rien narquois des Européens qui n'y croyaient pas. Mais ce qui avait commencé comme une guerre d'opérette allait se transformer en un affrontement meurtrier dans la boue et l'hiver glacial de l'Atlantique sud.

2 avril 1982 : cinq mille fusiliers marins argentines débarquent sur l'archipel britannique des Falkland et occupent sa capitale, Port-Stanley, en surmontant aisément la résistance de la très modeste garnison anglaise. C'est le coup de poker le plus inattendu de l'année. Même, semble-t-il, pour le gouvernement de Londres, persuadé que les Argentins, qui revendiquent l'archipel depuis cent cinquante ans au nom de droits historiques réels, ne bougeront pas. Il n'a pas pris au sérieux l'incident significatif qui a eu lieu le 19 mars dans l'archipel de Georgie du Sud, également revendiqué par Buenos-Aires. Une douzaine de ferrailleurs argentins venus démanteler une usine balaisière désaffectée ont symboliquement hissé le drapeau de leur pays. Londres a envoyé un vieux briseglace dans les parages.

Le débarquement du 2 avril est un véritable acte de guerre. Et pourtant personne encore ne semble vraiment croire qu'un conflit armé puisse éclater entre deux nations qui sont toutes deux membres de la communauté occidentale. Le duel entre une ancienne puissance coloniale affaiblie et le plus européen des pays d'Amérique latine paraît à première vue archaïque, absurde. L'affaire se présente d'abord sous des couleurs d'opérette, et le théâtre des opérations est mal connu.

Objet de ce litige d'un autre siècle : quelque deux cents îlots que les Britanniques appellent Falkland, les Argentins Malvinas, les Français Malouines (en souvenir des compagnons de Bougainville, parti de Saint-Malo, et qui plantèrent le drapeau français en 1763) et situés à un millier de kilomètres de la côte patagonique de l'Argentine. La Georgie du Sud se trouve à 400 kilomètres plus au sud-ouest. Moins de mille huit cents habitants, pour la plupart Britanniques, bien que citoyens de « seconde zone », et qui croient bien vivre à l'écart des querelles du monde moderne. Les « kelpers », rudes, solitaires, élevaient des moutons et pratiquaient un peu la pêche. Ils continuent. Mais un an après avoir été rattrapés par l'actualité, ils doivent admettre que leur existence ne sera jamais plus comme avant.

Ce qui s'est passé entre le 2 avril et le 14 juin, date de la reddition des dix mille soldats argen-

tins de Port-Stanley, a été plus dramatique et sanglant que les sceptiques ne l'imaginaient. Une vraie guerre a eu lieu pendant soixante-quatorze jours, une « guerre de poche » mais féroce. Une guerre de coups d'éclat, d'opérations de commandos, d'engagements aériens menés par des pilotes argentins très braves et audacieux, une bataille à coups de fusées et de missiles ultraperfectionnés. En fait, au bout du monde austral, dans la froideur et les vents hurlants de l'Atlantique sud, la première guerre pressentie. Bataille aérienne étrange entre une puissante armada britannique, dont les plus grosses unités s'efforçaient de rester hors de portée de l'adversaire, et des avions argentins venant de Patagonie et qui ne disposaient de guère plus d'une minute de vol utile pour combattre, au-dessus de l'archipel. Dans ces combats, la plupart des navires et des appareils touchés n'ont pas la moindre possibilité de parade.

### Guerre de tranchée

Mais aussi une sinistre et banale guerre de tranchée, dans la boue et la pluie, puis une progression classique d'unités de choc bien équipées refoulant des « biffins » argentins, de pitoyables Marie-Louise mal encadrés et mal commandés, transis de froid et pas du tout préparés pour une aventure guerrière que leurs chefs n'avaient pas prévue.

Des coups au but spectaculaires obtenus avec l'emploi systématique, pour la première fois, d'armes de haute technologie, une aviation aux ordres de gloire et une armée de terre humiliée côté argentin, une démonstration de force patiente et la supériorité écrasante des unités de choc côté britannique : telles sont les images qui restent de cette équipée, à la fois brillante et désastreuse, mais dont les conséquences politiques et diplomatiques ont été et restent importantes.

Au soir du 14 juin, le bilan était lourd. Pourtant la phase des hostilités actives a été relativement courte. Partie le 5 avril de ses bases, la flotte de guerre britannique a dû entreprendre un long voyage hasardeux de 14 000 kilomètres vers l'Atlantique sud, avec comme seul relais l'île de l'Ascension. C'est le 1<sup>er</sup> mai seulement que des appareils britanniques bombardent, pour la première fois, la piste de Port-Stanley. Pendant trois semaines d'avril, les diplomates vont encore tenter de désamorcer le conflit. Sans succès.

Le secrétaire d'État américain Alexander Haig multiplie les navettes, tente de convaincre Buenos-Aires. A priori favorable aux thèses de Londres, il échoue.

Dès le 3 avril, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 502, qui réclame le retrait des troupes argentines des Malouines et l'ouverture de négociations. Il ne sera jamais entendu. C'est que les Argentins ne veulent pas renoncer à leur « avantage » acquis par surprise — et qui visait précisément à

contraindre la Grande-Bretagne à négocier en position de faiblesse — et que le gouvernement de Mme Thatcher, de son côté, est résolu à obtenir, de gré ou de force, le retrait inconditionnel des envahisseurs. Pour les deux, c'est la recherche d'appuis internationaux. Le conflit devient une affaire mondiale.

Très vite, la Grande-Bretagne peut compter sur la solidarité presque sans faille des Dix de la Communauté européenne qui décrètent un embargo sur les importations argentines. Mais Buenos-Aires suscite à son tour un réflexe de défense de l'Amérique latine face à ce qui est ressenti, outre-Atlantique, comme une agression « coloniale » d'une puissance européenne. La crise, puis la guerre des Malouines provoquent le ralliement de régimes aussi différents que ceux de Buenos-Aires et de La Havane.

Première conséquence de cet « abrazo » à l'échelle continentale : les militaires argentins qui devaient, aux termes d'un accord secret conclu avec Washington, participer à d'éventuelles « opérations de police » en Amérique centrale sont rappelés. Des réserves s'expriment discrètement en coulisse. Mais dans la foulée de l'unité latino-américaine retrouvée, Buenos-Aires réclame l'application du traité interaméricain d'assistance réciproque, le TIAR. Les États-Unis en sont membres. Partagés entre la solidarité naturelle à l'égard de la Grande-Bretagne, l'allié « historique », et le souci de ne pas mécontenter leurs partenaires latino-américains, ils hésitent. Après l'échec de la mission Haig et des autres tentatives de négociations, proposées par exemple par le Pérou, ils se rangent officiellement, le 30 avril, du côté britannique.

Cette décision est considérée comme une « trahison » dans la famille interaméricaine. Les relations entre Washington et ses voisins du Sud s'aggravent. Le « froid » qui s'installe rappelle la période de tension provoquée en 1965 par l'intervention armée des États-Unis en République Dominicaine. Un an après, Washington n'a pas encore réussi à remonter complètement le courant et doit, à quelques exceptions près, constater son isolement diplomatique dans la communauté latino-américaine à l'occasion de débats pourtant essentiels sur la situation en Amérique centrale.

### Trop tard pour crier « pouce »

Le 25 avril, les fusiliers marins de la Royal Navy ont repris la Georgie du Sud occupée trois semaines plus tôt par les forces argentines. Opération de commando qui préfigure la suite des affrontements aux Malouines. Les soldats de Sa Majesté ont des progrès agueris et efficaces. En face d'eux, les soldats argentins s'aperçoivent qu'on leur a menti : ce qui devait être une simple « promenade de santé » sans risques tourne à la vraie bataille. Trop tard pour crier « pouce ».

Une « zone d'exclusion » totale de 200 milles autour de l'archipel



D'après le Times de Londres.

a été décrétée par Londres. Au nom de cette conception extensive de l'autodéfense, le croiseur argentin General Belgrano est coulé le 3 mai près des côtes de Patagonie. Huit cents marins disparaissent. Le lendemain, les Super Etendard de l'aéronavale argentine détruisent l'un des bâtiments les plus modernes de la Royal Navy. Le 21 mai, les troupes britanniques débarquent dans la baie de San Carlos, à l'ouest de Port-Stanley, et entament leur progression vers la capitale. De sévères accrochages ont lieu à Port-Darwin et Goose Green, au sud de San Carlos. Le colonel britannique Jones, commandant de parcs, est tué. Début juin, les forces adverses sont au contact dans le périmètre de défense de Port-Stanley. Les Britanniques progressent sur deux axes. Le 8 juin, une attaque surprise de l'aviation argentine à Bluff Cove, où des commandos anglais viennent d'établir une tête de pont, provoque de lourdes pertes. Un navire de débarquement chargé de munitions explose. C'est le « mardi noir » de la Royal Navy. Mais Port-Stanley est maintenant encerclé. Le 14 juin les troupes démoralisées du général Menéndez capitulent. Sept unités de la Royal Navy ont été détruites ou endommagées, autant d'unités argentines, des dizaines d'avions et d'hélicoptères abattus. Des centaines d'hommes ont été tués des deux côtés.

Beaucoup sont inhumés sur place. Pour les « kelpers », avril 1983 est un anniversaire mélancolique et signe. Ils contestent la décision de Londres de permettre aux familles des victimes argentines de la guerre de se rendre dans l'archipel, via Montevideo. Les « kelpers », dont les propriétés ont parfois été ravagées par les troupes argentines d'occupation, estiment que Mme That-

cher a trahi l'engagement pris de ne pas laisser un seul Argentin fouler le sol des Malouines jusqu'à ce que Buenos-Aires reconnaisse officiellement la fin des hostilités. Les « kelpers » vivaient au grand large. Ils partagent « leurs » îles, maintenant banalisées, avec 4 300 soldats britanniques maintenus sur place. Les frictions ne sont pas rares entre des soldats qui s'ennuient et les habitants qui souhaitent leur départ.

Mais l'Argentine n'a pas renoncé à récupérer son « Alsace-Lorraine » de l'Atlantique sud. Sa défaite militaire n'a pas affaibli sa position diplomatique en vue d'éventuelles et inévitables négociations. Elle l'a même renforcée. En avril 1982, Londres a commis l'erreur de croire que les Argentins bluffaient. Le général Galtieri, de son côté, s'est lourdement trompé en imaginant que Mme Thatcher allait « laisser faire » et que les États-Unis soutiendraient la position argentine.

En avril 1983, la « Dame de fer » continue d'exploiter politiquement « sa » guerre des Malouines. Sans son obstination Churchillienne, le général Menéndez serait encore à Port-Stanley. Malheur aux vaincus ! Il est vilipendé à Buenos-Aires, et sa honte retombe sur une grande partie de l'armée de terre argentine. Les commissions d'enquête n'ont pas encore osé rendre leurs conclusions. La mise en marche d'un processus de démocratisation, conséquence positive de la défaite militaire, est encore menacée par des militaires divisés, aigris, tristes, et qui ne veulent pas plus rendre de comptes sur les Malouines que sur les excès de la répression des années 70. Leur repli est pourtant indispensable pour permettre à un régime civil et démocratique de négocier la récupération de la souveraineté argentine sur les îles du bout du monde.

MARCEL NIEDERGAU.

## Ce ne fut pas « une promenade militaire »...

La guerre des îles Malouines aura apporté la confirmation qu'un État nucléaire, parce qu'il peut être déifié, voire agressé, par un État non nucléaire, a intérêt à conserver des forces classiques, très bien armées et entraînées plutôt que très nombreuses, pour riposter sur le même mode que son adversaire.

Tel est l'enseignement principal de ce conflit, qui ne fut pas « une promenade militaire » pour le Royaume-Uni — comme l'avaient cru initialement des admirateurs de l'armée britannique, — même si les Argentins, de leur côté, ont, préservant de leurs forces, eu le sort d'attaquer trop tôt : un an plus tard, la marine britannique, qui envisageait de vendre ou de désarmer certains de ses navires, n'aurait pas eu les moyens de relever le gant.

Aujourd'hui, les industriels de l'armement, dans le monde, rivalisent, à coups de communiqués et de comptes rendus contradictoires, dans les analyses qu'ils font de l'après-conflit. Chacun vente les

mérites qu'il attribue à son matériel, et cette concurrence est la plus vive entre Britanniques et Français en raison, principalement, des performances prêtes au missile Exocet.

La réalité est plus complexe et les enseignements à tirer, de part et d'autre, sans doute plus nuancés.

1) Le sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire a, face à une modeste marine de guerre, assumé pleinement son devoir de dissuasion. Le Conqueror, en coulant le croiseur General Belgrano à sa deuxième torpille, a vidé l'Océan et contraint la flotte argentine à se réfugier dans les ports. Ce qui a donné l'impression à une garnison inexpérimentée et installée de façon précaire sur des îles battues par l'hiver austral qu'elle était laissée à elle-même, sans l'espoir d'un deuxième échelon de renfort.

D'où la décision de l'Argentine de commander de nouveaux sous-

marins à des chantiers ouest-

allemands.

2) L'aviation basée à terre, l'aviation et les hélicoptères embarqués ont joué, dans les deux camps, un rôle prépondérant. En armant le tandem Super-Étendard Exocet, l'aéronavale et l'armée de l'air argentines ont présenté un outil militaire adapté à la situation et, de leur côté, les porte-avions britanniques, malgré des handicaps techniques, ont été l'instrument du succès.

D'où, là encore, le choix, dès le conflit terminé, de l'Argentine qui a pratiquement reconstitué le potentiel de combat de son armée de l'air, et la décision de la Grande-Bretagne de conserver ses porte-avions dont les capacités de veille-radar et d'autodéfense rapprochée seront améliorées.

3) La guerre électronique et l'utilisation, intensive, des missiles de toutes catégories ont bouleversé la bataille tactique. Mais il s'agit, en la circonstance, d'une confirmation

de leçons précédentes, déjà tirées au Proche-Orient avec les conflits entre Israël, la Syrie et l'O.L.P., au Liban, ou entre l'Irak et l'Iran.

On notera seulement que les Anglais ont dû apprendre à se protéger contre leurs propres armes, vendues aux Argentins.

4) Les moyens aériens — satellites ou avions spécialisés — de surveillance et de transmissions sont, désormais, indispensables à la conduite d'une guerre depuis un P.C. lointain.

5) Dans des conflits très localisés, champs clos d'un affrontement entre deux États qui s'entendent d'en appeler à l'aide d'alliés plus puissants, des troupes aguerries, motivées et entraînées peuvent faire aisément contrepois à des troupes plus nombreuses et moins instruites. Surtout, comme ce fut le cas aux Malouines, si cette force de professionnelle use de l'information et de la désinformation, techniques chères à l'Intelligence Service.

Mettez en avant une telle observation ne revient pas à poser la supériorité d'une armée de métier en postulat. C'est, davantage, admettre qu'une troupe professionnelle, ou de volontaires, sait mieux qu'une autre susciter en son sein les états-majors interarmées aptes à concevoir et à exécuter des opérations combinées.

Les spécialistes, en revanche, débattent longtemps du point de savoir si les Britanniques n'auraient pas été mieux inspirés, dès les premiers indices d'une invasion des « ferrailleurs » aux Malouines, de prendre les devants en prépositionnant des forces significatives. En prévention. En dissuasion.

Il faut croire que la leçon a été retenue. Depuis la fin des hostilités, des avions Phantom et des missiles sol-air Rapier ont été déployés, en permanence, à Port-Stanley.

JACQUES ISNARD.



# Etranger

Page 13

VT  
LE

## L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN POLOGNE

### La voie étroite du général Jaruzelski

La « normalisation » n'est décidément pas à la portée des autorités polonaises. Seize mois après l'instauration de l'état de guerre, on aurait pu imaginer qu'elles étaient à même de convoquer une conférence de deux mille trois cents « délégués » d'entreprise sans que trop de fausses notes viennent y rappeler les sentiments profonds de la population.

Mercrédien dernier, 30 mars, pourtant, devant le général Jaruzelski et les dignitaires du pays au grand complet, ces délégués ont à peine pu lâcher leurs mots que les représentants de Radio-Solidarité, dont les émissions viennent de reprendre, ont saisi la parole.

On n'a certes entendu dans cette réunion officielle aucune critique directe du régime de l'état de guerre, mais c'est à un véritable concert de protestations angossées que les dirigeants polonais ont dû faire face.

On pourrait évidemment admirer le souci démocratique de cette dictature qui a laissé imprimer noir sur blanc dans sa presse ces critiques exprimées par des interlocuteurs qu'elle s'était pourtant elle-même choisis. La réalité est tout autre. On vient en fait d'assister à la première tentative du pouvoir de gagner ce minimum de crédibilité sans lequel il ne fait l'expérience depuis seize mois. Il est incapable de surmonter une crise économique qui le paralyse et accroît chaque jour son impopularité.

L'espoir du général Jaruzelski est d'arriver à convaincre la population qu'elle n'a plus aucune possibilité de regagner, fût-ce une partie, des conquêtes démocratiques qu'il a anéanties ; que son régime n'est cependant pas totalement hâléssable et que la seule perspective est désormais d'accepter aujourd'hui de très dures conditions de vie pour que le pays puisse survivre demain.

L'essai est que ce projet desine un parait cercle vicieux. Pour ôter tout espoir politique à la société, il a fallu mettre Solidarité hors la loi, ce qui n'a fait que durcir l'hostilité de la population. Pour ne pas pousser chacun dans l'opposition active, il importe de tempérer la répression, et il faudrait ne pas ouvrir les procès des dirigeants de Solidarité et du KOR, les conclure à tout le moins sur des verdicts aussi graduels que la peine avec sursis récemment infligée à M. Walenty Nowicz. Ce serait le début de la sagesse, mais un danger aussi devant lequel on hésite depuis des mois, car la mansuétude d'un pouvoir sans légitimité morale est aussi un aveu de faiblesse. Pour obtenir du monde du travail les sacrifices nécessaires, il faut enfin reconnaître, comme on vient de le faire, la réalité de ses difficultés, mais, par-là même, avouer une faillite et accroître la colère des plus apolitiques des masses de famille.

Il n'y a pas eu d'intervention soviétique en Pologne, car elle eût été trop dangereuse pour la stabilité du bloc soviétique. Il n'y a pas de normalisation conséquente, car ce régime n'est pas en situation de briser son peuple, mais seulement, en quelque sorte, de l'assommer en se vantant de ne pas avoir été arrêté. Le plus probable dans ces conditions est que cette situation irrégule, où il n'y a ni vainqueur ni vaincu, va se perpétuer longtemps. Une fois de plus, jusque dans le malheur, c'est une situation totalement neuve à l'Est dont la Pologne offre l'exemple.

### La B.B.C. et l'agence UPI rouvrent leurs bureaux à Varsovie

L'agence de presse américaine United Press International (UPI), dont le bureau de Varsovie avait été fermé par les autorités polonaises le 3 février dernier, a repris vendredi 1<sup>er</sup> avril ses activités en Pologne, un nouveau correspondant, M. Walter Wisniewski, ayant été accrédité. D'autre part, le bureau de la Radio-Télévision britannique B.B.C. à Varsovie, dont le correspondant, M. Kevin Ruane, avait dû quitter la Pologne au mois de janvier, son visa de séjour n'ayant pas été prorogé, doit également rouvrir mardi 5 avril. C'est à nouveau M. Ruane qui représentera la B.B.C. La sanction prise contre lui au janvier avait été motivée par le mécontentement des autorités polonaises à la suite d'une émission sur la Pologne diffusée par la B.B.C. mais dont M. Ruane n'était pas l'auteur.

Quant à l'affaire de l'agence américaine, elle était en fait le résultat d'une provocation qui s'était soldée par l'expulsion de M. Ruth Gruber, le chef du bureau. Les autorités l'avaient accusée d'activités incompatibles avec son statut de journaliste, alléguant que son nom figurait sur une enveloppe contenant des photographies d'objets militaires, et qui ne lui était d'ailleurs jamais parvenue.

En représailles, le gouvernement américain avait expulsé le correspondant de l'agence polonaise PAP à Washington, M. Stanislaw Glazinski. Il avait toutefois été convenu à l'époque que les deux agences procéderaient à l'accréditation de nouveaux correspondants, ce qui a été fait avec la nomination par PAP à Washington de M. Jerry Gorski.

### Loi contre le parasitisme

La nouvelle loi contre le parasitisme est entrée en vigueur le vendredi 30 avril. Tout homme sans travail, âgé de dix-huit à quarante-cinq ans et qui est en bonne santé, doit, selon la loi, se faire enregistrer auprès d'un bureau gouvernemental et accepter le travail qui lui sera offert. Le refus d'enregistrement est passible de trois mois de prison et d'une amende élevée.

Adoptée il y a cinq mois, cette loi semblait viser surtout les activistes

de Solidarité réfugiés dans la clandestinité et les intellectuels qui, refusant de coopérer avec la junte, pourraient être contraints ainsi à des travaux manuels.

La radio de Varsovie a annoncé que les sanctions s'appliquaient à toute personne sans emploi pendant plus de trois mois. Le gouvernement affirme que deux cent quatre-vingt mille emplois sont vacants et prétend qu'il y a au moins cent cinquante mille « parasites » sans emploi, tout en admettant qu'il est difficile en la matière d'en déterminer le chiffre exact. Les médias officiels ont entamé, à ce propos, une campagne pour démontrer que les réfractaires au travail sont souvent impliqués dans des vols et autres délits. — (A.F.P., U.P.I.)

## LE BUDGET DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

### Les crédits de la défense sont majorés de plus de 15 %

De notre correspondant

Johannesburg. — C'est un budget conservateur d'environ 20 milliards de rands (1 rand = 6,50 F) qui a été présenté mercredi 30 mars au Parlement par M. Owen Horwood, ministre des finances. Le grand argentier sud-africain a expliqué qu'il serait trop dangereux pour l'économie d'appliquer les mesures de relance prévues par une partie du secteur privé.

Les grandes masses de répartition des dépenses ont donc été sensiblement calquées sur celles de l'exercice précédent. Les crédits de la dé-

fense, il est vrai décuplés de 1971 à 1981, progresseront pour l'exercice à venir (avril 1983 à mars 1984) de 15,9 % pour atteindre 3 093 millions de rands. Comme par le passé, aucun détail n'a été fourni à propos de ces dépenses, mais M. Horwood, rappelant que « la prospérité est basée sur la sécurité », a indiqué que le gouvernement avait accordé « comme toujours, la priorité maximale à l'armée ».

La compagnie nationale d'armement, l'Armcor, se voit d'ailleurs attribuer, en plus de ses crédits de fonctionnement tenus secrets, une enveloppe exceptionnelle de 5 mil-

lions de rands « à utiliser comme elle l'entend ». « Nous lui faisons confiance », a commenté le ministre.

Les crédits à l'éducation dans son ensemble, seconde priorité proclamée par le gouvernement, augmentent par contre moins rapidement que ceux de la défense et enregistrent même, eu égard à une hausse des prix prévue d'environ 14,5-15 %, une régression en termes réels. Un peu plus de 3,4 milliards (+ 13 %) sont globalement attribués à ce chapitre du budget, y compris les subventions provinciales très importantes accordées essentiellement aux établissements réservés aux Blancs. — P. C.

1983

1933

## L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL AVEC ROBECO... UNE AFFAIRE INTERESSANTE DEPUIS 50 ANS

Robeco, la société d'investissement néerlandaise, effectue des placements dans les secteurs d'activité les plus divers et dans de nombreux pays. Cela depuis 50 ans, et avec beaucoup de succès. Dans sa politique, elle vise à combiner dividende et plus-value.

Les actifs de Robeco sont passés de FF 2,5 millions, à ses débuts en 1933, à FF 12,5 milliards aujourd'hui. Un placement de FF 100 effectué à l'époque, vaudrait plus de FF 140.000 aujourd'hui.

Pour son cinquantenaire, Robeco propose de distribuer un dividende record de FF 35 par action. Compte tenu de la plus-value enregistrée par l'action, cela signifie un résultat global de 41,8% pour 1982 (devise-titres comprise).

Une affaire intéressante? Le coupon ci-dessous vous permettra d'en prendre connaissance.

Robeco, Postbus 973, 3000 AZ Rotterdam, Pays-Bas.

Nom: \_\_\_\_\_

Rue: \_\_\_\_\_

Code Postal et Ville: \_\_\_\_\_

Pays: \_\_\_\_\_

'83



ROBECO

### U.R.S.S.

#### Un an de prison pour des prières

A Moscou, M. Zoys Krachmainikova, arrêtée en août 1982, a été condamnée vendredi 1<sup>er</sup> avril à un an de prison pour « propagande antisoviétique » par un tribunal municipal. Selon l'agence Tass, elle se serait livrée depuis 1978, à la « rédaction clandestine d'un recueil calomnieux sur l'antisovietisme intitulé Nadejda (Espérance), qui était envoyé secrètement dans plusieurs pays occidentaux. Une partie considérable de son tirage était ensuite passée « clandestinement » en U.R.S.S. ». Sous forme d'études à caractère historique et philosophico-religieuses, indique encore Tass, le recueil Nadejda publiait des articles calomniant l'Etat soviétique.

En réalité, il s'agissait de textes de prières et de méditation de cette croyante orthodoxe, dont la plupart avaient reçu l'approbation des autorités de l'Eglise. Une campagne avait été lancée en faveur de M. Krachmainikova dès son arrestation, animée par son mari, M. Felix Stetov, tant la ferveur de la foi et les préoccupations spirituelles de la condamnée étaient évidentes. Selon l'acte d'accusation, elle réquiesc jusqu'à une peine de dix ans de prison. Sa condamnation à un an de prison montre en tout cas que même les autorités ont dû reconnaître que les faits qui lui étaient reprochés n'étaient pas bien graves.

Le ministre afghan des affaires étrangères, M. Mohammad Dost, s'est entretenu, le vendredi 1<sup>er</sup> avril à Moscou avec le chef de la diplomatie soviétique, M. Gromyko. M. Dost se trouvait à Moscou pour une brève escale avant de repartir pour l'Argentine. — (A.F.P.)



## Etranger

Swaziland

### Des intrigues byzantines exploitées par Pretoria

De notre envoyé spécial

Mbabane. — Annonce la veille de son intronisation officielle, la première décision politique du nouveau chef de gouvernement, le prince Mkhizini, a été de libérer deux des plus fervents disciples de la monarchie écroulée trois semaines plus tôt par son prédécesseur déchu. Cette mesure de clémence, prise sans consultation de la justice, aurait un intérêt limité si elle n'illustrait pas parfaitement le caractère féodal du système swazi et les intrigues de palais qui viennent de couler son poste à l'ancien premier ministre, le prince Mafandla.

Officiellement, les deux délinquants relâchés avaient été arrêtés pour avoir tenu des « propos séditieux contre la police ». Personne à Mbabane ne doute d'ailleurs de la justesse du chef d'accusation. Les deux hommes en question, le prince Mfanasibili et le chef Maseko, sont connus pour leur tempérament sanguin et la haine qu'ils portent au premier ministre, précisément soutenu par les forces de l'ordre (environ mille cinq cents hommes).

Pris en flagrant délit de complot contre le chef du gouvernement, les deux baronnets auraient menacé « les chiens » venus les arrêter d'appeler à leur rescousse l'armée réputée dévouée à la monarchie et ses feudataires. Sur ordre du prince Mafandla — M. Mfanasibili est aussi connu à Mbabane sous le sobriquet de « prince de la corruption » — la police les écroua.

Erreur capitale sur laquelle le prince déchu, dans son exil temporaire en Afrique du Sud, doit encore méditer. D'écrouler un homme honnête, nationaliste et pondéré, l'ancien chef du gouvernement avait un rêve. Il souhaitait peu à peu dépeupler la monarchie de ses prérogatives médiévales et l'enfermer dans un statut plus constitutionnel. Il voulait rendre le pouvoir au gouvernement et au Parlement, pour l'instant réduit au rôle de simples chambres d'enregistrement des volontés seigneuriales.

#### Une famille royale de 3 500 membres

Du temps de Sobhuza II, le vieux monarque disparu en août dernier, la concrétisation de cet ambitieux projet était impossible. Mafandla, qui s'était sorti de l'obscurité pour son apparente docilité et sa marginalité dans le Gotha, le savait. Il avait certes pu arracher du souverain l'autorisation de lancer une vaste offensive contre la corruption, endémique à la cour et dans les milieux dirigeants, mais, directement menacés, les courtisans les plus dévoués de l'immense famille royale (trois mille cinq cents membres) avaient finalement obtenu du vieux souverain (quatre-vingt-deux ans au moment de sa mort), après seulement quelques semaines, que cette opération soit reportée.

Depuis, le plus grave cancer du royaume a repris sa tranquille expansion. Le « prince de la corruption » est retourné à ses affaires et a repris son siège au sein du Likoko, ce conseil suprême d'« Ewezi », composé de quinze membres nommés par Sobhuza II. Théoriquement, le rôle du Likoko se borne à inspirer l'action royale, mais les conditions confuses de la

succession au trône en ont fait l'organe décisionnaire « numéro un ». La reine-mère Dize, dont les Swazis eux-mêmes ignorent presque tout, sinon qu'elle fut choisie parmi les soixante-dix épouses du roi pour assurer la régence (1), est sans doute une brave femme, mais, peu familière avec l'exercice du pouvoir, elle semble s'être laissée entièrement phagocytée par le Likoko.

Son veuvage lui interdit, au surplus, de se montrer au public ou de s'adresser à lui directement pendant deux ans. Toutes « ses » décisions, comme celle de congédier Mafandla, sont donc annoncées au royaume par une « personne autorisée », un des membres les plus influents du conseil suprême. Les Swazis les plus politiquement formés craignent qu'il en demeure ainsi jusqu'au couronnement du successeur de Sobhuza II. L'un des cent cinquante enfants mâles du monarque disparu aurait déjà été choisi, mais il n'a qu'une quinzaine d'années et, selon la coutume, ne pourra s'asseoir sur le trône qu'à vingt et un ans.

Sauf bouleversements majeurs, insurrection ou manifestations populaires peu probables en l'état actuel des choses, les prochaines années devraient donc être mises à profit par les traditionnalistes pour raffermir leur emprise sur le pays. La passivité tranquille de l'immense majorité des six cent mille Swazis est proverbiale. Elle servirait une entreprise jugée salutaire, non seulement par l'armée, le nouveau chef du gouvernement et tous ses ministres, et la majorité de l'Assemblée nationale (cinquante membres dont quarante « élus » indirectement par des collèges électoraux qui « ne font pas de politique », mais aussi jusque dans la capitale voisine, à Pretoria.

Les Sud-Africains, qui maintiennent à bout de bras l'économie swazie, n'ont jamais fait mystère de leurs préférences. Le prince Mafandla avait le grand tort de se montrer pour le moins trop tiède à l'égard du grand projet d'incorporation de terres sud-africaines au royaume. Selon ses proches, le prince déchu avait saisi toute l'étendue du danger déstabilisateur représenté par le potentiel et brutal accroissement de 150 % de la population swazie. Il aurait volontiers accepté les territoires si généreusement offerts, mais sans les huit cent mille personnes imposées à ce titre.

La motivation sud-africaine essentielle étant précisément liée à l'élimination des statistiques « blanches » de huit cent mille Noirs, le projet risquait sérieusement de tomber à l'eau. Pour d'autres raisons, notamment le refus, entériné par la justice sud-africaine, des premiers intéressés, le projet semble pour l'instant dans l'oubli. Mais trop d'intérêts personnels étant maintenant en jeu, il n'en ressortira que lorsque les stratégies de Pretoria auront trouvé le biais légal de contourner l'obstacle.

PATRICE CLAUDE.

(1) La reine-mère n'est pas, contrairement à ce que nous avons écrit par erreur dans le Monde du 22 mars, la plus âgée des épouses du feu roi Sobhuza II. Elle a choisi par lui en raison, dit-on, de l'éducation qu'elle avait reçue des missionnaires catholiques. Elle est âgée d'une soixantaine d'années.

## L'Académie de la brousse

Construire Cambridge en pleine brousse, tel fut le rêve, devenu réalité, du petit écolier noir devenu le président Banda du Malawi. Trois cent soixante élèves, recrutés sur leur seul mérite, déclinent donc le latin et bientôt le grec dans ce séminaire laïc hérité des prestigieuses « public schools » de l'ancien empire britannique.

De notre envoyé spécial

Mtunthama. — Lorsqu'elle surgit au détour de la piste, on se frotte les yeux, comme éberlué. Perdue en pleine brousse, entre deux hameaux d'argile et de chaume, « l'Académie Kamuzu » étire son élégante silhouette de briques roses et ses arches romanes miroitent dans les eaux d'un lac artificiel.

Ce pensionnat tropical, unique en son genre, existe à cause d'un arbre. Vers 1910, celui-ci offrait son ombre à un enfant noir qui apprenait les rudiments de l'anglais dans un livre emprunté à un missionnaire presbytérien. Bien plus tard, en 1964, l'ancien gamini studieux, Kamuzu Banda, devint président de la république du Malawi indépendant et il fonda tout. Promu monument national, l'arbre est aujourd'hui un lieu de pèlerinage vénéral des Malawites.

C'est un peu pour exorciser ce lointain souvenir personnel que le président Banda, vieillard autoritaire attaché aux symboles, rêva longtemps de construire, près de l'arbre et du village natal, une école secondaire modèle, où, livrés à leur seule intelligence, rivaliseraient les meilleurs élèves du Malawi. Fervent admirateur de la Grande-Bretagne — où il vécut seize ans en exil — et de ses institutions, il voulait un collège prestigieux fidèlement imité des plus glorieuses « public schools ». Il

lui en coûta quelque 120 millions de francs puisés dans ses propres deniers. N'est-il pas l'homme le plus riche du pays ?

« Cadeau du président à la nation », l'Académie qui porte son nom ouvrit ses portes en septembre 1981. Rien ne manque à cet internat de haut de gamme, pépinière des futures élites. La bibliothèque, fort riche, reproduit, en plus modeste, celle du Congrès à Washington.

Trois cent soixante élèves — deux garçons pour une fille — déambulent en uniforme — blazers et longues jupes pudiques — et vivent en vase clos dans ce véritable séminaire laïc mêlant disciplines classiques et méthodes modernes, où l'on trouve plusieurs laboratoires dont un de langues, un équipement vidéo, un théâtre de six cents places, une chapelle, une piscine olympique, un stade, un parcours de golf, des courts de tennis et de squash.

Ces brillants pensionnaires sont recrutés d'après leurs seuls mérites : intelligence, courage et volonté de réussir. Cette sélection draconienne est tempérée par le souci d'assurer au sein de l'école une représentation régionale équilibrée. Les élèves proviennent donc en nombre égal des vingt-quatre districts du Malawi. Les modiques droits d'inscription sont à la portée des familles pauvres. Les examens d'entrée et de fin d'études sont les mêmes qu'à Cambridge, l'Académie ayant fait sien le calendrier scolaire britannique. Incorporés d'office, les étudiants n'ont pas le loisir de refuser. Deux d'entre eux, qui ne supportaient pas les rigueurs de l'école, ont pourtant demandé et obtenu leur départ. Fier de son collège, Kamuzu Banda souhaite qu'il accueille un étudiant étranger africain sur dix.

Les trente-six professeurs, Blancs et presque tous Britanniques, appartiennent à la fine fleur des universités d'outre-Manche. Ces enseignants, très sur le vif, mènent, dans ce coin perdu d'Afrique, une vie confortable



Destin de VIOLETTE LE QUÈRE.

mais austère. Ils portent la tige noire d'Oxford ou de Glasgow, d'où ils viennent, et savourent leur thé avec cérémonie à l'heure du « break ». Outre leurs diplômes et leurs talents, on attend d'eux une compétence indispensable : parler latin. « Celui qui n'a pas étudié le latin ne peut être un professeur de premier ordre », assure le président Banda.

Cette exigence exclut pour longtemps la présence d'enseignants malawites, ignorants des plaisirs de la déclinaison, dans un collège où la langue de Virgile est obligatoire pendant les trois premières années de scolarité (sur un cycle de six ans). Le latin d'ailleurs est introduit dans de nombreuses écoles secondaires, à l'instigation de Kamuzu Banda. Dès septembre prochain, le grec fera également son entrée à l'Académie. Ces contraintes littéraires n'empêchent pas les élèves d'opter, dès qu'ils le peuvent, pour les disciplines scientifiques, c'est de leur avenir professionnel.

Dans l'esprit du président Banda, les élèves de l'Académie ont une vocation naturelle à poursuivre leurs études dans les grandes universités d'Occident. Mais le Malawi, qui ne peut prendre en charge que quelques boursiers, a trop compté sur l'aide de ses amis. Résultat : sur une pro-

motion de soixante élèves, une douzaine seulement pourront quitter leur pays cette année. En accordant trois bourses, la France s'est montrée la plus généreuse. Il est vrai que le français est la première et la seule langue étrangère enseignée à l'Académie (1).

Autre incertitude financière : le vieux président continue d'augmenter à 80 % le budget de fonctionnement de son école (14 millions de francs par an). Qu'advient-il lorsqu'il ne sera plus là pour payer ? L'Etat malawite fera difficilement face à une telle dépense. L'étranger de passage peut ne voir dans l'Académie qu'une extravagance somptuaire due au seul caprice d'un vieillard obstiné.

Pour le proviseur — un Britannique lui aussi — comme pour les professeurs qui y travaillent, cette école si différente aura l'insigne mérite de former rapidement toute une génération de cadres hautement qualifiés et choisis d'après leur seule valeur individuelle, justifiant ainsi la lourdeur de l'investissement initial. A leurs yeux, le rêve de Kamuzu Banda n'était pas si farfelé.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Langue officielle, l'anglais n'est pas considéré comme une langue étrangère.

## Les petits soldats d'Allemagne de l'Est

On connaît des images d'enfants en armes. Mais ceux dont il s'agit ici ne jouent pas à la guerre « pour de vrai ». Ils ne font que s'y entraîner. Ils vivent au cœur de l'Europe dans le pays qui sans doute déploie la propagande la plus massive en faveur de la paix.

Cette paix, si l'on en juge par la façon dont on « l'enseigne » en R.D.A., n'est décidément pas la même que celle pour laquelle des milliers d'Allemands de l'Ouest manifestent ces jours-ci.

De notre envoyée spéciale

Leipzig. — Toute activité organisée en Allemagne de l'Est se fait au nom de la paix, tout est prêt à marteler ce mot, sans fin : le sport pour la paix, la culture pour la paix, le travail pour la paix, le commerce pour la paix, le rock pour la paix même, soigneusement encadré par le parti ou l'organisation des jeunes communistes (F.D.J.), qui ont compris depuis quelques années que leur combat « pacifiste » devait, pour s'assurer l'adhésion des générations nouvelles, se doter d'autres armes que la propagande pure, la musique par exemple.

Quand on demande à l'un des responsables des jeunes communistes, Wolfgang Gübbe, en quoi consiste ce combat que la F.D.J. est sensée mener, il répond : « La lutte pour la paix commence, pour les jeunes ouvriers d'une usine comme pour les étudiants de l'université, par le travail bien fait. Car plus fort est le socialisme et plus sûre est la paix. Cette paix ne nous est pas offerte en cadeau, et par conséquent nous devons la défendre. Voilà la base du comportement civique que l'école, avec l'aide de

quelques organisations, est chargée d'inculquer.

Le directeur d'une école de Leipzig fait visiter ses locaux, non sans une certaine fierté. Pas un mètre de couloir qui ne soit couvert des œuvres des élèves. Que montrent ces dessins ? L'apocalypse en pastels et crayons de couleur, la reproduction gauche de images de propagande de la main de très jeunes enfants : des champignons nucléaires qui se veulent terrifiants, de noirs missiles en forme d'obus fonçant sur une planète rose qu'ils menacent d'envahir. Le monstre s'appelle U.S.A. Chez les plus grands, des collages plus élaborés illustrent la cruauté de l'impérialisme américain. Sur la porte de la classe de français, une photo de manifestation dans les rues de Paris est sensée convaincre les écoliers que le peuple de France est en lutte pour le désarmement. D'autres panneaux montrent un étalage de matériel de guerre, tanks, avions de combat, et de jeunes soldats fièrement juchés sur des chars, les « frères d'armes » des pays voisins côté est. Des slogans en lettres énormes furent fidèlement « éternelles » à l'Union soviétique. C'est ce que le directeur appelle « éveiller les enfants à l'amitié entre les peuples ».

L'inspiration artistique des petits Allemands de l'Est ne devait pas sembler être un geste suffisant de leur engagement « pour la paix » puisqu'on a décidé, en 1978, d'introduire dans le programme des deux dernières années de premier cycle des cours obligatoires de défense. La partie théorique, explique un professeur, a pour but, la première année, de sensibiliser les élèves à la nécessité et au devoir de défendre le pays. On leur fait étudier les lois en vigueur en matière de service militaire, on décrit les carrières des armées.

Sont au programme l'année suivante « l'OTAN et ses buts agressifs », puis l'équipement de l'armée nationale et « les avantages du système armé unitaire » du

pacte de Varsovie. Il s'agit d'expliquer que « tous les membres des armées socialistes sont frères d'arme et de classe et que la paix ne peut être qu'armée ».

Cette partie théorique n'occupe, certes, qu'une place relativement modeste dans les études : quatre fois deux heures par an. « Mais, s'empresse d'ajouter le directeur, les idées qu'on y expose sont également développées dans les cours d'histoire et d'instruction civique. Même dans les sciences naturelles, les mathématiques ou la chimie, nous cherchons à dispenser non seulement un enseignement mais une éducation. Il faut que les sciences aident à servir la paix ».

Une formation pratique de quinze jours est en outre prévue, qui s'effectue sous deux formes. Les élèves peuvent opter pour l'apprentissage des techniques de défense civile — où, dit le directeur, on les initie notamment à certains rudiments du secourisme — ou, dit un contestataire, on leur met dans la tête l'idée qu'ils pourraient survivre à une guerre nucléaire. Les garçons peuvent, pendant ces quinze jours, opter pour un séjour dans un camp militaire où on les initie au maniement des armes légères (ils ont de quatorze à seize ans).

La Société pour le sport et la technique (G.S.T.), qui a plus de trente ans, dispense de son côté sur une large échelle une préparation militaire avant l'âge du service pour les plus motivés. « Elle a pour but de préparer les jeunes à certains types d'armes dont le maniement complexe ne peut être enseigné pendant les dix-huit mois du service. » Elle reçoit également des jeunes filles dont certaines serviront dans l'armée des frontières.

Ce gavage de militarisme ne pouvait manquer d'avoir des effets secondaires opposés au but recherché. La société est-allemande n'est, en effet, ni aussi docile ni aussi uniforme qu'on a généralement tendance à le penser. Elle a accédé à des systèmes culturels différents, au moins par

les radios et les télévisions de la République fédérale que l'on peut capter sur une grande partie du territoire. En outre, une institution très puissante, l'Eglise, fait pièce depuis des années à ce qu'elle a publiquement nommé la « militarisation de la société » orchestrée par les organes de l'Etat. Enfin la montée du pacifisme de « l'autre côté » a trouvé un écho en R.D.A. Elle a fait naître parmi les jeunes sinon un mouvement (car il n'est pas organisé et les plus dérisoires de ses manifestations publiques sont immédiatement réprimées), du moins un sentiment pacifiste, de nature contestataire, qui est venu fléchir le courant antiaméricain.

Le nombre des demandes pour l'objection de conscience a considérablement augmenté ces deux dernières années. L'Eglise évangélique, qui sert d'intermédiaire pour la présentation de ces dossiers, continue de demander qu'un véritable service civil de remplacement soit organisé : les objecteurs de conscience doivent en effet porter l'uniforme et sont la plupart du temps affectés dans le génie à la construction d'installations de l'armée ou même à l'entretien de certains matériels militaires. Elle réclame également la suppression de l'enseignement militaire à l'école. L'Eglise catholique, minoritaire en R.D.A., qui avait jusqu'alors observé une prudente réserve, a elle aussi saisi le pas il y a quelques mois et repris à son compte les revendications de sa sœur protestante. Cette prise de position témoigne sans doute, entre autres, de l'importance du malaise ressenti par les jeunes.

Dans la partie très subtile qui se joue depuis plusieurs années en R.D.A. entre les jeunes, l'Eglise et l'Etat, ce dernier semble avoir choisi la contre-attaque plutôt que la répression ouverte. Il n'est pas sûr cependant qu'en augmentant les doses du médicament administré on n'arrive pas à un résultat exactement inverse et qu'on n'accroisse pas le problème au lieu de le résoudre.

CLAIRE TRÉAN.

## A travers le monde

### Australie

• M. MALCOLM FRASER, ancien premier ministre australien, a démissionné, jeudi 31 mars, de son siège de député, à l'issue d'une carrière politique de vingt-huit ans. Sa décision survient moins d'un mois après la défaite de son parti, conservateur, aux élections législatives. — (Reuters.)

### Bangladesh

• LES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES DU BANGLADESH ont ouvert leurs bureaux le vendredi 3 avril à la suite de la levée de l'interdiction de toute activité politique en vigueur depuis un an. Cette mesure d'assouplissement a été ordonnée par le général Hossain Mohammad Ershad, administrateur général de la loi mariale. — (Reuters.)

### Djibouti

• DÉMISSION DU MINISTRE DU COMMERCE. M. Hassan Gouled Aptidon, président de la République, a accepté jeudi 30 mars la dé-

mission de M. Aden Robleh Awaleh, ministre du commerce, des transports et du tourisme, motivée par des raisons de santé. — (Reuters.)

### Finlande

• LE RÉSULTAT DÉFINITIF DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES des 20 et 21 mars, rendu public à Helsinki après une seconde vérification, annule les changements signalés le 24 mars. Les résultats restent conformes au tableau publié dans le Monde du 23 mars : les centristes ont bien 38 députés (3 de moins qu'en 1979) et les chrétiens n'en ont que 3 (moins 7). — (A.F.P.)

### Maurice

• M. BERENGER DEVIENT CHIEF DE L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE. — Sir Dayendranath Burrenchobay, gouverneur général de l'île Maurice, a désigné officiellement, jeudi 31 mars, M. Paul Berenger, ancien ministre des affaires étrangères, comme chef de l'opposition parlementaire. — (A.F.P.)



# La survie des ghettos noirs

Il y a quinze ans, Martin Luther King était assassiné à Memphis. L'action de ce pasteur sudiste et pacifiste en faveur de ses compatriotes déshérités des grandes villes du Nord des Etats-Unis n'avait pas rencontré que des succès. Aujourd'hui, les ghettos noirs, s'ils demeurent des enclaves de misère, ne font plus parler d'eux. Une sorte de vie parallèle en marge de la légalité, et souvent dans la violence, s'y est organisée et chacun tente d'y assurer sa survie.

De notre correspondant

New-York. — 30 à 40 % de chômage, une aide sociale moyenne de 125 dollars par semaine, des immeubles noirs par l'incendie dans lesquels des familles continuent à s'entasser, des dizaines d'adolescents désemparés, qui traînent sur les trottoirs défoncés. Les ghettos noirs et latins-américains, chanciers des grandes villes du nord et de l'est des Etats-Unis, sont des enclaves du quartier-monde dans le pays le plus riche du globe. Ils sont aussi, depuis les grandes émeutes des années 60, étrangement calmes — si on exclut la criminalité de droit commun — ayant apparemment trouvé des moyens spécifiques de survie : pour les plus humbles, les petits boulots qui complètent tant bien que mal les maigres prestations sociales. Pour les autres, la drogue, le jeu et la cambriole.

Une sorte de vie parallèle s'est ainsi organisée dans laquelle chacun trouve son compte : les pouvoirs publics, qui, sous l'administration Reagan, ont notablement réduit les prestations sociales ; la police, tigotée par une législation confuse et des effectifs insuffisants, qui se consacre aux délits les plus graves ; et les habitants

des ghettos, qui vaquent, avec une certaine impunité, à leurs petites affaires plus ou moins légales.

Si l'on en croit les statistiques, la note est cependant lourde : la criminalité dans les ghettos est parmi les plus élevées du pays ; vols, viols, attaques à main armée, enfants maltraités, incendies volontaires, sont le pain quotidien de la police locale ; celle de Harlem, par exemple, distribue des fascicules illustrés pour mettre en garde, dans des termes simples, le public contre les dangers de la vie de tous les jours.

Faut-il croire, comme M<sup>me</sup> Anna-Lou Dehavenon, l'une des responsables du comité interconfessionnel d'aide sociale à Harlem-Est, El Barrio, le Harlem « hispanique », que les hommes de seize à trente ans sont rares dans les ghettos parce qu'ils finissent par se faire tuer, se faire arrêter ou qu'ils sont en fuite ?

## Prudence et fierté

La Fondation Ford, pourtant, où on paraît très aligné sur la politique fédérale, ne conteste que la situation se soit aggravée. On affirme même que les ghettos disposent de beaucoup plus d'organisations de secours que dans les années 60. « Les émeutes de cette époque n'avaient d'ailleurs rien à voir avec la situation économique », affirme M. Bernard McDonald, l'un des responsables du programme sur la pauvreté urbaine, qui souligne l'« ingéniosité » des habitants des ghettos dans la crise d'aujourd'hui.

Pour M. McDonald — qui est noir — si les ghettos n'ont pas bougé ces dernières années, c'est parce qu'ils ont « compris que cela ne servirait à rien ».

Par fierté, prudence et parfois simple respect de l'ordre établi, la plupart des responsables noirs tiennent à souligner que les ghettos ne sont pas les repaires de banditisme qu'une presse « malveillante » se plaît à décrire.

Il est vrai, d'ailleurs, que ces quartiers abritent aussi des familles « bourgeoises » et de nombreuses activités économiques tout à fait légales. Mais il est non moins vrai qu'il s'y passe aussi des choses extraordinaires et souvent abominables.

## « Shooting galleries »

Parmi les petits métiers pas très légaux des ghettos, il y a le « jeu des nombres » : il s'agit de parier sur le chiffre du total des paris mutuels de la journée. Les enjeux sont minimes, mais les patrons des nombreuses officines qui y pourvoient peuvent se faire jusqu'à deux cents dollars par jour.

Le « jeu des nombres » finance aussi une petite partie du trafic de drogue local. Les fonds qui alimentent le gros du trafic, eux, viennent d'ailleurs : la Mafia et, de plus en plus, semble-t-il, le monde des affaires (comme l'histoire du constructeur automobile failli, John DeLorean, semble le prouver).

Au commissariat numéro 28 de Harlem, à la hauteur de la 123<sup>e</sup> Rue et de la 8<sup>e</sup> Avenue, on admet sans hésitation que « presque tout ce qui se passe dans le quartier est lié au trafic de drogue ». Un policier noir assure avec indignation : « Mais les gens que nous arrêtons ne sont pas souvent du quartier : on vient de partout pour faire ses saletés à Harlem ».

Il semble, en fait, que les « gros bonnets » de la drogue se servent volontiers des habitants des ghettos pour faire circuler leur marchandise sans trop de risque : la majorité pénale est fixée, dans l'Etat de New-York, à dix-huit ans, seize pour un délit grave.

Arrêté avec un paquet de drogue, un gamin de seize ans ne risque guère qu'une semonce. Un « commissionnaire » sérieux peut ainsi se faire dans les 500 dollars par semaine. Ce trafic ne manque pas d'amateurs parmi les écoliers très peu assidus des ghettos. Pis :



Dessin de SERGUEI.

les petits malins emploient des saute-ruisseau de dix ans auxquels une « ristourne » de 20 dollars apparaît comme un pécule. Et rares sont les familles misérables qui posent des questions quand l'un des enfants rentre à la maison avec un transistor de prix, voire un cadeau extravagant pour sa mère. A la rigueur, le gamin peut se vanter d'avoir gagné au « jeu des nombres ».

L'« ingéniosité » qu'on célèbre à la Fondation Ford se traduit aussi par l'installation de « shooting galleries » : des bâtiments en ruines « loués » 40 dollars par semaine par de petits trafiquants, qui font payer 2 dollars le droit d'entrée et la seringue et 20 dollars la dose d'héroïne. Pour 5 dollars de plus, les drogués, qui n'ont plus de veines apparemment utilisables, obtiennent les services d'un spécialiste de ce genre de problème.

Les clients des « shooting galleries » viennent souvent d'autres quartiers : les policiers les appellent les « Marco Polo », parce

que, pour ne pas être reconnus, ils se déguisent comme le faisait le célèbre voyageur vénitien. La recherche des 20 ou 30 dollars nécessaires à la « dose » restent cependant l'une des causes du « mugging » (l'attaque des passants), cette plaie new-yorkaise. Mais les « muggers » qui débent des cartes de crédit ou des carnets de chèques peuvent aussi les négocier à un bon prix auprès de réseaux spécialisés dans la contrefaçon ou l'utilisation ultra-rapide des marchandises volées dans d'autres Etats.

## La grande cambriole

Il est apparemment aussi difficile et aussi dangereux de tenter de « sortir » du trafic de la drogue que de la prostitution : un travailleur social nous citait le cas d'un garçon de dix-sept ans qui, après avoir fait le « commissionnaire » pendant plusieurs mois, avait pris peur et décidé de se ranger. La seule solution qu'il a trouvée est de se droguer lui-même — ce qu'il ne faisait pas avant — et d'entrer

dans un centre de désintoxication. S'en sortira-t-il ? Peut-être, dit notre interlocuteur, s'il n'est pas de nouveau tenté par l'argent facile...

Les rues de New-York — et celles de Harlem — sont, certains jours, jalonnées de vendeurs à la sauvette qui proposent, à des prix défiant toute concurrence, des articles de mode en tout genre, allant de robes à 20 dollars à des montres Seiko et des sacs Vuitton. Certains de ces vendeurs sont parfaitement en règle. Beaucoup d'autres revendent simplement des marchandises volées ou indument étiquetés d'une marque prestigieuse. Le cambriolage de certains entrepôts de prêt-à-porter est organisé sur une grande échelle par des bandes équipées de camions et assurées de la complicité des gardes de sécurité. Les marchandises volées n'aboutissent certes pas toutes dans les ghettos — l'industrie « est suffisamment importante pour alimenter un peu tout le pays, — mais ils en ont leur part.

Un habitant de Harlem nous disait avoir pu observer, une ou deux fois par semaine, un camion lourdement chargé s'arrêter devant l'entrepôt dont l'un de ses voisins se sert pour sa très officielle entreprise de peinture. L'opération se passe toujours en pleine nuit, à une heure où, généralement, les commerçants honnêtes sont au lit depuis longtemps.

La fin de la plus grande récession depuis la dernière guerre, fera-t-elle des ghettos des quartiers comme les autres ?

Il y faudrait sans doute un ensemble de mesures sociales, économiques, éducatives et législatives à long terme que seule une administration fédérale consciente du scandale de la situation et des risques qu'elle implique pourrait promouvoir. Celle de M. Reagan paraît peu s'en soucier, satisfait, semble-t-il, que les ghettos ne constituent pas, pour l'instant, de graves menaces pour l'ordre public.

NICOLE BERNHEIM.

# Angkor, merveille toujours pillée



Dessin de FRANCHINI.

De notre envoyé spécial

Les apsaras ne régneront-elles bientôt que sur la forêt vierge ? Angkor survivra-t-elle au temps et aux pillages ? Des experts se succèdent pour évaluer l'ampleur de la tâche de reconstruction, mais jusqu'à maintenant sans résultat.

Sur la route Phnom-Penh-Battambang. — Premières heures du jour sur le Tonlé-Sap — le Grand Lac — c'est la relève des filets. Les Chams, dont la pêche est le gagne-pain, se sont repliés aux alentours de Phnom-Penh après la chute de Pol Pot, comme s'ils voulaient se compter, signifier leur raison d'être. Une communauté un peu particulière, qui vénère Allah plutôt que Bouddha. Au kilomètre 7, la mosquée remplace la

pagode ; un gong appelle, cinq fois par jour, les fidèles à la prière. Un callot rouge célèbre, à l'entrée du village, la victoire du 7 janvier sur un régime de génocide, destructeur de la religion...

Image de guerre, près de Kompong-Chhnang, des carcasses de chars américains finissent de rouiller le long de la route. Image de paix, une équipe d'agriculteurs débroussaillent une terre en friche avec des instruments de fortune...

Autour de Pursat, militaires vietnamiens, soldats cambodgiens et miliciens villageois montent la garde sur le pas de leur grotte et à l'intérieur de casernes en terre battue. Leur mission est d'intercepter les colonnes des Khmers rouges qui, à la saison sèche, descendent de la chaîne des Cardamomes pour aller se ravitailler sur les rives du Grand Lac...

La grand-route Phnom-Penh-Battambang n'est souvent qu'un mauvais chemin de terre. Presque toutes les poutres du monde pourraient y faire leur nid ! Il n'y a pas un sou pour la voirie dans les caisses de l'Etat. « L'important, c'était d'abord d'écarter le danger de famine », explique le guide. Qu'importe ! On passe quand même...

Fin de moisson : pour en dégager les grains, des paysans étaient leurs gerbes de riz, comme un tapis de couleur fauve, sous les roues des camions et des autobus brinquebalants qui font la navette entre Phnom-Penh et Battambang. Le voyage en chemin de fer dure deux jours. Le train ne circule pas la nuit ; il doit, pour des raisons de sécurité, « coucher » à Pursat.

La province de Battambang a 300 kilomètres de frontière com-

mune avec la Thaïlande. « Aucun village n'est occupé par l'ennemi », assure M. Som Sath, vice-président du Comité populaire provincial, qui signale seulement, comme un moindre mal, des vols de riz et des distributions de tracts.

Les beaux jours de la contrebande sont passés. Beaucoup de trafiquants utilisent maintenant la voie maritime plutôt que la voie terrestre pour introduire au Cambodge les marchandises venues du monde capitaliste. Malgré tout, les autorités locales comptent que 30 % des recettes tirées de la nouvelle taxe sur les produits importés tomberont dans leur escarcelle.

Sisophon est à 30 kilomètres seulement de la frontière thaïlandaise et des « zones libérées » par les Khmers rouges et les nationalistes. Une petite ville de garnison puissante où le commerce est roi. On y dénote une certaine aisance, alimentée par tous les trafics qu'a permis, jusqu'ici, la proximité des lignes ennemies. Ici, il y a toujours à « boire » pour les motocyclettes japonaises...

Tout au long de la route Sisophon-Siemréap, les soldats vietnamiens sont à pied d'œuvre sous leurs casques de latanier. Les « ennemis » rôdent dans les parages pour peu que la forêt avoisinante leur offre refuge. Fermé la nuit, cet important axe stratégique est ouvert, au lever de jour, par une démineuse.

Prise au milieu de querelles qui ne la concernent pas, victime de la sauvagerie et, plus encore, de la bêtise des hommes : Angkor, « cette œuvre architecturale qui, selon Henri Mouhot, son inventeur, n'a peut-être pas, qui n'a peut-être jamais eu son équivalent sur le globe ». A qui la faute si ces temples ont subi les ou-

trages du temps ? « Molière aux envahisseurs siamois, molière à la végétation », répond le guide, qui veut éviter la polémique.

## Une œuvre de longue haleine

Sauver Angkor ? Bien sûr ! Mais avec quel argent ? Huit experts indiens ont arpenté les lieux, pendant trois mois au printemps 1982, pour évaluer l'importance et le coût de cette restauration. Leur mission sera-t-elle sans lendemain ?

Pour l'heure, l'effectif de la conservation compte quatre-vingt-dix-huit personnes. « Nous n'avons pas les moyens de faire autre chose que du petit entretien, balayer les temples, arracher les mauvaises herbes », regrette le guide.

Avant de restaurer cet ensemble architectural — une œuvre de très longue haleine — ne conviendrait-il pas de parer au plus pressé, c'est-à-dire de le soustraire aux appétits malsains de ceux qui le dépouillent petit à petit de ses atours ?

A la vérité, Angkor n'a jamais cessé de souffrir du vandalisme. Mille bouddhas habitaient les galeries et les niches d'Angkor-Vat ; trente-sept seulement ont survécu aux mauvais traitements des Khmers rouges ; beaucoup ont été minés, d'autres ont servi à la construction de digues ! Sept mille pièces éparses — statues, bas-reliefs, etc. — avaient été mises à l'abri et répertoriées dans les locaux de la conservation. On en compte aujourd'hui mille cinq cents ; le restant a passé la frontière. Et le pillage continue...

Personne, dans cette affaire,

n'a les mains nettes. Chacun y a sa part de responsabilité, aussi bien les Khmers rouges que ceux qui leur font face, aussi bien les civils que les militaires. « Le domaine d'Angkor est très vaste (56 kilomètres de pourtour), souligne M. Oum Phal. Nos forces assurent seulement la protection d'Angkor-Vat et d'Angkor-Thom. Le reste du territoire est confié à la surveillance des services de sécurité des villages. » Des « coupeurs de têtes », on en arrête, paraît-il. Des chercheurs d'or fouillent encore cette terre sacrée pour tenter d'y trouver les trésors qui, depuis des siècles, seraient enfouis au plus profond des monuments funéraires.

Les autorités locales souhaitent ouvrir Angkor au tourisme. La visite d'Angkor-Vat ne pose pas de problème. Mais Angkor-Thom est, le plus souvent, interdit d'accès, « pour des raisons de sécurité ». Impossible a priori de faire le tour du site, le grand circuit, ou même le petit. La forêt alentour est l'alliée des « forces du Mal ». Leur présence ajoute au mystère des lieux.

## Le sourire des apsaras

Tout au long des murs d'Angkor-Vat, les danseuses célestes — les apsaras — gardent le sourire. Peut-être ne veulent-elles pas céder au désespoir ? Pierre Loti, en son temps, le remarquait déjà : « Malgré ses dehors si amoindris, ce peuple cambodgien déchu est resté le peuple khmer, celui qui étonna l'Asie d'autrefois par son mysticisme et son faste ».

JACQUES DE BARRIN.



## Etranger

### A LA FRONTIÈRE CAMBODGIENNE

#### Cinq militaires thaïlandais ont été blessés dans un accrochage avec les Vietnamiens

Bangkok (A.F.P.). - Cinq soldats thaïlandais ont été blessés vendredi après-midi 1<sup>er</sup> avril au cours d'un accrochage avec des forces vietnamiennes sur la frontière khméro-thaïlandaise, où se poursuivait, dans la soirée, la bataille de la base khmère rouge de Phnom-Chat. Selon des informations en provenance de ce secteur, l'incident frontalier a opposé trois unités thaïlandaises à un nombre non déterminé de soldats vietnamiens-cambodgiens.

L'attaque de Phnom-Chat, par les forces vietnamiens-cambodgiennes, a déjà fait plus de deux

cents blessés et une quarantaine de morts parmi les quelque vingt mille réfugiés qui vivaient dans les trois camps situés autour de la colline de Phnom-Chat, en lisière de la frontière thaïlandaise.

Des duels d'artillerie, de part et d'autre de la frontière, ont été enregistrés vendredi pour la deuxième journée consécutive entre forces thaïlandaises et vietnamiens-cambodgiennes. A 21 heures locales (14 heures G.M.T.), les combats entre maquisards et forces vietnamiens-cambodgiennes se poursuivaient toujours.

### Nicaragua

#### Des parlementaires américains protestent contre l'intervention de la C.I.A.

Washington (A.F.P., Reuter). - Le Congrès de Washington pourrait restreindre plus sévèrement les activités des services secrets américains en Amérique centrale afin de les empêcher d'intervenir directement contre le gouvernement du Nicaragua, déclare M. Patrick Moynihan, sénateur démocrate, vice-président de la commission de renseignements du Sénat, dans une interview publiée par le New York Times du vendredi 1<sup>er</sup> avril.

Dans cette même interview, M. Moynihan affirme qu'un nombre croissant de parlementaires se demandent si la C.I.A. agit conformément à la loi. En décembre dernier, le Congrès a approuvé un amendement interdisant l'appui des États-Unis à toute force paramilitaire qui tenterait

de renverser le gouvernement de Managua.

D'autre part, dans une lettre adressée vendredi au président Reagan, trente-sept membres de la Chambre des représentants ont exprimé leur inquiétude devant les informations sur l'aide apportée par la C.I.A. aux rebelles anti-sandinistes qui viennent du Honduras pour attaquer le Nicaragua. « Nous pensons que les attaques actuelles, écrivent-ils, créent un climat dans lequel des hostilités ouvertes entre le Nicaragua et le Honduras ne sont pas à écarter. (...) Nous vous demandons instamment d'agir en stricte conformité avec nos obligations légales intérieures ainsi qu'avec celles des chartes internationales des Nations unies et de l'Organisation des États américains. »

### LA MORT D'UN MÉDECIN FRANÇAIS

#### Les vérités de Pierre Grosjean

Depuis huit jours, la femme de Pierre Grosjean, le jeune médecin français tué le 26 mars dans le village de Rancho-Grande, au Nicaragua, évoque un souvenir au-dessus de tous ceux qui lui témoignent leur affection. « Si seulement sa mort pouvait servir à quelque chose... Si sa mort, plus précieuse, pouvait entraîner une prise de conscience dans une France brusquement rappelée au souvenir du Nicaragua par la disparition du médecin coopérant, du glissement progressif de ce pays d'Amérique centrale vers la guerre.

Est-ce fou de le penser ? Ballottée par la houle de son chagrin, Rosangelina, jeune femme d'origine brésilienne, ne sait pas. Elle ne sait plus. L'opinion française a tant d'autres préoccupations. Jeudi, en fin d'après-midi, elle s'est rendue devant l'ambassade des États-Unis, à Paris, avec quelques centaines d'amis et de sympathisants pro-sandinistes. Elle voulait rappeler « la responsabilité américaine » dans la mort de son mari, mais cette démarche, place de la Concorde, n'a pas troublé l'indifférence générale d'un début de week-end pascal.

Certains proches de Pierre Grosjean, comme le docteur Willy Rosenbaum (président du comité de coordination scientifique et technique (C.C.S.T.) France - Nicaragua) voudraient croire à l'amorce d'une réaction. L'écho des obsèques à Vagney (Vosges), le village natal de Pierre Grosjean, l'émotion des milieux de coopérateurs d'Amérique latine, la prise de position du ministère des affaires étrangères, la déclaration, surtout, de M. Pierre Mauroy, qui n'a pas hésité à imputer la mort de Pierre Grosjean à « des bandes de mercenaires armés et entraînés à l'étranger », peuvent être considérés comme « autant de signes » d'un éveil de l'opinion française aux préoccupations actuelles du Nicaragua.

Les proches du jeune médecin ont conscience, en tout cas, que la mort de Pierre Grosjean a servi, dès son annonce à Managua, ceux qui souhaitent voir le gouvernement américain désigné comme le responsable indirect de la tension en Amérique centrale. « Sans doute existe-t-il une tentative de récupération de la mort de Pierre Grosjean », explique Michèle Grosjean, l'une de ses sœurs, mais c'est bien légitime. Le Nicaragua, ajoute Rosangelina, « se débat dans d'incroyables difficultés. Il est corré de tous côtés et abandonné ».

### « Le peuple »

La famille de Pierre Grosjean évoque l'analyse faite par le médecin coopérant lui-même, « en

thousiaste », tiers-mondiste, mais non militant, durant les semaines qui précéderent l'attaque, le 26 mars, du village de Rancho-Grande, près de Matagalpa, par les somozistes. Elle lit notamment une lettre du frère à sa sœur, écrite le 20 mars, et qui n'a pas été postée. « Les Américains ne sont pas fous et il le savent. Plus il y aura de problèmes, plus les gens seront contre les sandinistes. On met des bandes armées dans la montagne, dans des zones de production cafière (30 % des devises) et le tour est joué. La production s'effondre. Le régime aussi. » Pierre Grosjean écrivait encore un peu plus loin : « Les Américains oublient toujours un truc, comme au Vietnam ou au Salvador. Le peuple. Du moins en tant que force, car ils n'oublient pas de leur envoyer leurs bombes sur la queue. »

Pour ses proches, le jeune médecin coopérant, déclaré « martyr » de la révolution au Nicaragua, fait chevalier de la Légion d'honneur à Paris à titre posthume, est bien une victime de la « politique américaine en Amérique centrale ». Même les parents de Pierre, raconte Michèle Grosjean, des commerçants voies catholiques pratiquants, en sont persuadés : « Cette vérité », qui, peu ailliers, soulage un peu leur peine, ne doit pas être cachée. La fidélité des proches de Pierre Grosjean à la mémoire de celui-ci passe aussi par l'évocation de ses certitudes. Rosangelina, depuis son retour en France en début de semaine, répète donc ses accusations devant les caméras. Les amis médecins du jeune coopérant, qui, comme lui, ont vécu l'expérience sandiniste, évoquent le souvenir de leur camarade en des termes qui tranchent, disent-ils, « avec la prudence et les silences pudiques environnants ».

Il redoutent, plus que leur chagrin, la retombée de l'indifférence après les feux de l'actualité et les accents de l'émotion. « Tant de morts au Nicaragua ces derniers mois, note Willy Rosenbaum, n'ont provoqué en Europe aucune réaction. Pourquoi cela serait-il différent avec la mort de Pierre ? »

Que restera-t-il dans le sillage des adieux officiels et des témoignages d'amitié ? L'Amérique centrale, comme l'Amérique latine, explique encore les frères et sœurs de Pierre Grosjean, ne parvient pas à susciter l'intérêt des consciences européennes et françaises. Le jeune médecin l'écrivait lui-même le 20 mars : « Les Nicaraguais vont se faire avoir (...). Leur isolement est de plus en plus sensible. »

PHILIPPE BOGGIO.

### LA CHINE ET SES HÉROS

#### Lei Feng, « petite vis au service du parti »

**La crise de confiance de la jeunesse chinoise - qui s'était notamment révélée à l'époque et au lendemain du « Printemps de Pékin » en 1979 - ne s'est pas dissipée. Le pouvoir tente d'y remédier en proposant aux nouvelles générations des modèles de « héros » propres à réveiller leur enthousiasme pour la révolution et la construction du socialisme.**

De notre correspondant

Pékin. - La révolution a-t-elle besoin d'imbéciles ? Cette question angoissante reste toujours, en Chine, d'actualité. Un obscur fantassin de l'Armée populaire de libération, devenu par une fantasmagorie construction de la propagande un héros du nouveau régime, y avait pourtant apporté, il a déjà plusieurs lustres, une réponse conforme à la manière carrée qui sied à la fois aux hommes de troupe et aux âmes simples. A ceux qui se gaussaient de son abnégation sans borne, de son enthousiasme, bref, de sa foi sans rivage dans le communisme, le brave soldat Lei Feng avait répliqué : « Certains me prennent pour un imbécile. Si tel doit être le sort de ceux qui agissent comme moi, je veux bien être traité d'imbécile. La révolution a besoin de tels imbéciles, et cela vaut aussi pour l'édification du communisme. »

Même les vérités les plus simples méritent d'être répétées. Et lorsqu'elles sortent de la bouche d'un idéologue, elles gagnent encore en force et en pureté. Rappelant récemment les propos du trop modeste soldat Lei Feng - passés à la postérité grâce aux soins vigilants des archivistes d'un big brother asiatique - M. Hu Qiaomu, l'interprète suprême de la pensée marxiste dans la Chine contemporaine, déclarait : « Telle est l'essence de l'esprit de Lei Feng. Cet esprit ne sera jamais dépassé, car lui seul peut faire de notre patrie un pays fort et prospère, seul peut faire aller de l'avant notre société et rendre notre peuple heureux. » Lei Feng est mort, mais, même à l'heure des quatre modernisations, « l'esprit de Lei Feng » vit encore.

### Une loyauté indéfectible

Toutes les grandes causes ont besoin de personnages historiques ou exemplaires. L'épopée de la Longue Marche a fourni pendant longtemps à la révolution chinoise son contingent de valeureux « fils du peuple ». Mais ces braves parmi les braves, grognards sans peur et sans reproche, d'une loyauté indéfectible, encore qu'un peu balourd et plutôt frustes, ne pouvaient servir éternellement. Aussi bien, en 1963, Mao Zedong, dans un de ses appels messianiques restés célèbres, appelait-il la jeunesse chinoise à « s'inspirer de l'exemple de Lei Feng ».

Judicieux conseil, d'autant plus pertinent que l'heureux bénéficiaire de cet honneur ne pouvait protester, ayant passé l'arme à gauche un an auparavant, fauché dans la fleur de l'âge dans un stupide accident de la circulation. La « petite vis au service du parti » était brusquement bloquée dans la grande machine du destin. L'honnêteté de Lei Feng n'avait pu sonder les voies impénétrables de la providence. Mais, parfait en tout depuis son plus jeune âge, il laissait derrière lui une vie de

saint achevé. Chaque écolier chinois connaît les moindres faits et gestes de ce « modèle de civilisation spirituelle socialiste » : sa joie à reprendre ses grosses chaussures de trouper, son bonheur à laver son linge sur une planche de bois, son plaisir à donner un coup de main aux copains dans le pétrin, son application à recopier ses leçons de marxisme-léninisme dans un petit cahier dont il ne se séparait jamais. Symbole non seulement de solidarité, de fraternité et d'entraide, valeurs premières dans une société fondée sur la cohésion collective, Lei Feng était - est - aussi celui de l'amour de la patrie, du socialisme et du parti.

### Trop angélique

Le temps aidant, il a fini malgré tout par présenter certains inconvénients : trop angélique dans une société de plus en plus complexe, ce paysan mal dégrossi, d'un niveau culturel assez sommaire, ne pouvait plus être donné en seul exemple à une jeunesse étudiante désormais invitée à atteindre le plus rapidement possible les sommets de la sophistication scientifique et technique. Son « histoire » était aussi un peu trop liée à celle de l'armée, sa véritable famille. Or, celle-ci n'est plus, dans la Chine d'aujourd'hui, l'unique foyer des vertus. Déjà, en leur temps, ces garnements de « gardes rouges » s'étaient moqués de ce personnage qu'ils trouvaient vraiment trop naïf.

Par question pourtant pour les idéologues de remiser Lei Feng au rayon des accessoires défraîchis. Le brave petit soldat peut encore rendre des services. A preuve : le vingtième anniversaire de l'appel de Mao a été célébré au début du mois de mars à Pékin, en présence de sept membres du bureau politique.

Mais il convient de découvrir de nouveaux Lei Feng, plus conformes à l'époque contemporaine, des « Lei Feng des années 80 ». Aussi, assisté-on depuis quelques mois à l'irruption sur la scène politico-idéologique chinoise d'une diversité de héros dont la principale fonction est de renouveler le genre.

Il y eut, voilà environ un an, la pittoresque histoire du paysan Yue Anlin. Ce saint homme était tellement passionné par l'élevage des porcs qu'il n'hésitait pas à accueillir sur sa couche des truies avec leurs petits au grand dam de son épouse légitime. Obsédé par l'idée qu'il fallait à tout prix « frayer une nouvelle voie à l'élevage des porcs » en Chine, il s'était mis à l'étude des langues étrangères - anglais, russe, japonais et même, oh miracle, français - afin de dévorer les ouvrages spécialisés publiés dans ces pays. Le problème qui ne le laissait pas en paix était le suivant : comment est-il possible qu'à l'étranger il faille cinq mois pour engraisser un porc jusqu'au poids de cent kilos, alors qu'en Chine il faut un an.

Yue Anlin n'eut, dans la vie publique chinoise, qu'une existence éphémère. Son histoire, apparemment, était encore plus invraisemblable que celle de Lei Feng. Mais le choix de ses « découvreurs » n'était pas innocent. D'abord, ce n'était pas un militaire. Ensuite, ce paysan était curieux de connaissances étrangères, signe que même le vaste monde des campagnes doit s'adapter à « l'ouverture » sur le monde extérieur. Enfin, et comme par hasard, Yue Anlin était originaire du Shanxi, la province dans laquelle est située l'ancienne brigade de choc de Dazhai. Individualiste, Yue incarnait en quelque sorte le contre-modèle de Dazhai.

Plus durables sont les lauriers qui ont couronné au mois de juillet dernier l'action d'un certain Zhang Hua. N'écouterait que son courage, cet étudiant en médecine



Dessin de VIOLETTE LE QUÈRE

de vingt-quatre ans n'avait pas hésité à sauter dans une fosse septique pour tirer d'affaire un paysan âgé de soixante-neuf ans, qui s'était fourvoyé dans ce lieu à la suite d'un malaise. Acte héroïque, mais acte inutile, les émanations méthaniques ayant été fatales au vieil homme et à son sauveteur.

Les journaux, la télévision, lancèrent aussitôt un grand mouvement conviant le peuple à « s'inspirer de l'exemple de Zhang Hua ». Mais, sur les campus, cette idée bizarre fut accueillie avec des rires. « Quel gâchis, écrivait un étudiant au Journal de la jeunesse. Est-ce que le véritable sens de la vie est de mourir dans une fosse septique ? Est-ce que la vie est de mourir ? » et certains d'aller jusqu'à comparer l'effort financier fourni par l'État pour la formation de Zhang Hua, l'avenir prometteur de ce futur médecin et le peu d'espérance de vie qu'avait de toute façon devant lui le malheureux paysan. M. Hu Qiaomu, déjà cité, eut beau dire que la vie de Lei Feng s'était « prolongée dans celle de Zhang Hua » et que « le sang chaud du premier coulait dans le corps du second », Zhang Hua n'était décidément pas l'ersatz idéal au modèle maoïste des années 60.

### Un sacrifice tragique

Le maître-idéologue eut la main plus heureuse quelques mois plus tard dans une autre action dont il prit personnellement l'initiative. S'étant fait ouvrir les colonnes du Quotidien du peuple, M. Hu y célébra les mérites de deux brillants ingénieurs, d'une quarantaine d'années, Jiang Zhuying et Luo Jianfu, récemment décédés par suite de maladies, apparemment, incurables. Mais M. Hu soutenait que ces deux représentants de l'intelligentsia avaient été, en réalité, les victimes de leurs mauvaises conditions de vie et de travail et de l'indifférence de la société à leur égard. Et il s'étonnait que la presse n'ait pas accordé jusqu'ici plus d'attention au sacrifice tragique de ces deux savants.

Le message de M. Hu Qiaomu fut reçu cinq sur cinq. Dès le lendemain, tous les journaux entonnèrent les louanges de Jiang Zhuying et de Luo Jianfu. Le but de l'opération était particulièrement clair. Renouant avec une sombre période de l'histoire chinoise, le parti avait été particulièrement dur envers les intellectuels pendant la Révolution culturelle, les reléguant au rang « d'individus puants de la neuvième catégorie », derrière les propriétaires fonciers, les paysans riches, les contre-révolutionnaires, les mauvais éléments, les droi-

tiers, les traîtres, les agents secrets et les capitalistes. Déjà, sous la dynastie mongole des Yuan (1279-1368), les lettres avaient été classées au neuvième échelon de la hiérarchie sociale entre les filles publiques et les mendiants. L'appel de M. Hu Qiaomu signifiait tout simplement qu'ils allaient maintenant émerger de ces bas-fonds pour accéder au troisième rang des couches « parfumées » de la société chinoise derrière les ouvriers et les paysans.

### Cinq règles, quatre beautés

Mais le véritable « Lei Feng des années 80 » a peut-être été découvert tout récemment avec la révélation du personnage de Zhang Haidi. Paralysée des deux jambes à la suite d'une maladie, cette jeune autodidacte de vingt-huit ans est devenue à force d'énergie, un être utile à la société, luttant pour créer une nouvelle vie, faite de beauté. Après avoir étudié la médecine, elle s'est mise aux langues étrangères (anglais, japonais, allemand et espéranto). Son niveau de connaissances lui a déjà permis de traduire une nouvelle de l'anglais. Elle se consacre aujourd'hui, pour l'essentiel, à l'écriture et, à temps perdu, elle pratique son hobby : l'acupuncture.

Du brave Lei Feng à la courageuse Zhang Haidi, en passant par les ingénieurs Jiang Zhuying et Luo Jianfu, l'arsenal de la propagande chinoise dispose désormais d'un éventail varié de personnages « modèles ». Le robuste ancrage maoïste n'est pas abandonné, mais il est complété par des « modèles » intellectuellement plus affinés. Ces nouveaux héros de l'édification socialiste sont aussi des êtres plus soucieux des « cinq règles », les « cinq règles » traditionnelles de la bien-séance, de la courtoisie, de l'hygiène, de la discipline et de la morale et les « quatre beautés » de l'esprit, du langage, des attitudes et de l'environnement, auxquelles viennent de s'ajouter les « trois amours ardents » (patrie, socialisme, parti). Un comité national pour la diffusion et l'observation de ces règles d'« éthique socialiste » vient d'être mis en place avec à sa tête un membre du bureau politique. Et le mois de mars est désormais, chaque année, le mois de la civilité. C'est à croire que pour atteindre le statut, auquel elle aspire, de « pays socialiste moderne, puissant et disposant d'un haut degré de civilisation », la Chine n'a plus seulement besoin de gentils imbéciles.

MANUEL LUCBERT.



# L'Arabie Saoudite entre la tradition et la modernité

En moins de trois jours de revenus pétroliers, le roi Fahd pourrait s'offrir le palais de Buckingham. L'or noir a transformé la cité de Dieu en cité des affaires... Mais la coexistence n'est pas toujours très harmonieuse.

Le royaume empêche chaque jour 315 millions de dollars (environ 2 milliards de francs). Avec ce taux de revenus quotidiens, les Saoudiens pourraient acheter la banque Barclays en onze jours, Marks et Spencer en onze minutes, les sept heures de télévision en deux jours sept heures dix minutes. Dans le cas tout à fait théorique où le palais de Buckingham finirait sur le marché de la promotion immobilière du centre de Londres, le roi Fahd pourrait s'offrir une agréable résidence, bien située près de Saint James Park, avec le produit de moins de trois jours de pétrole. Et cette richesse fantastique est partagée entre quatre à cinq millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui vivent selon un code moral simple et sévère qui n'a guère changé depuis des siècles. Sorti Robert Lacey dans un livre imagé, de lecture aisée (1).

Cette richesse a une origine : premier exportateur mondial, l'Arabie Saoudite détient 26 % des réserves de pétrole de la planète (30 % à quelques années). Et ce pétrole a fait une puissance de cet Etat, seul membre de l'ONU à porter le nom d'une famille, celle des Saoud. Elle a introduit dans le pays le wahhabisme - sorte de jansénisme islamique - au dix-huitième siècle, et Abdel Aziz le Grand en a fait un royaume le 18 septembre 1932, après avoir vaincu les autres tribus et unifié les deux grandes provinces : le Hejaz (la barrière), comprenant les lieux saints de La Mecque et de Médine, et le Nejd (sommet d'un plateau) puritan et pétrolier. Depuis la mort de Nasser en 1970, Ryad aspire à être à la fois le représentant de l'islam et le chef de file du monde arabe.

La révolution des ayatollahs à Téhéran en 1978-1979 et la vague intégriste qui menace la région, la guerre qui oppose l'Irak à l'Iran depuis septembre 1980, la crise que connaît l'OPEP depuis trois ans, constituent autant de dangers que redoutent les dirigeants saoudiens. Pourtant, les périls internes ne sont pas moins grands. Ils découlent de l'évolution de la société saoudienne, partagée entre la tradition et la modernité, entre les exigences de la morale et les délices de la richesse. Dès lors, les chancelleries occidentales se posent une question : quel est l'avenir de l'Arabie Saoudite, principal allié de l'Occident dans le Golfe ?

Quand on regarde une carte de la région, on est généralement intrigué par deux frontières situées à la frontière de l'Arabie Saoudite avec l'Irak et avec Koweït, appelées « zones neutres ». C'est un des derniers legs de l'impérialisme britannique. Il marque un jalon dans l'histoire du royaume que raconte David Holden et Richard Johns dans un excellent ouvrage - le meilleur sur le sujet, mais on regrette que la traduction française ait amputé 15 % de l'original en anglais (2).

Ils expliquent, en effet, qu'une conférence tenue en 1922 dans le petit port d'Ouqayr, face à Bahrein, « garantit pour la première fois des limites à l'expansion des Saoud et imposa aux Bédouins le concept de frontières nationales ». Sir Percy Cox, haut-commissaire britannique à Bagdad, avait alors tracé la frontière nord du pays et délimité les deux enclaves dont l'Arabie partagerait le souveraineté avec ses deux voisins, tout en autorisant les tribus à aller y chercher des pâturages. C'est à ce moment, donc, que le royaume d'Abdel Aziz Ibn Saoud avait commencé à assumer sa transformation en Etat moderne.

Mais ce tournant a eu une conséquence importante. Pour réduire les tribus, Ibn Saoud, l'unificateur, s'était appuyé sur les

Ikhwan : soldats de Dieu avides de gloire, ces Bédouins du Nejd qui portaient de grandes barbes et condamnaient tout luxe furent les précurseurs des Frères musulmans. Or, après l'accord d'Ouqayr, ils refusèrent le carcan des « zones neutres », condamnant l'alliance avec l'Angleterre et voulaient, pour l'exemple, massacrer les commerçants du Hejaz, auxquels ils reprochaient de trop sacrifier à Mammon (le « grand-Satan » de Khomeiny). Dès lors, ils représentèrent pour le roi un défi constant. Aussi, peu avant 1930, il se retourna contre leurs chefs, Fayçal al Dowich, Ibn Hithlayn de la tribu des Adnan, et Ibn Bidad, de la tribu des Oteyba. Vaincus, les Ikhwan se calmèrent mais ne disparurent pas. Un demi-siècle plus tard, ils inspirent l'action de Djouhman Ibn Mohamed al Oteyba qui occupera la grande mosquée de La Mecque et, quinze jours durant, fera trembler la maison des Saoud.

## Deux mille à trois mille princes

Entre-temps, la société s'est développée tout en conservant nombre de ses archaïsmes et en ignorant ses contradictions internes. Ainsi, Abdel Aziz avait-il créé en 1931 le ministère de la santé et en 1967 le pays disposait-il de 663 médecins, 1153 infirmiers et 637 infirmières, presque tous étrangers, il est vrai. Le gouverne-

ment attribue d'allocations royales : la proximité de sang par rapport à l'ancêtre de la famille, Fayçal Ibn Tourki, et l'âge. A titre d'exemple, les fils d'Ibn Saoud recevaient 200 000 riyals par an et jusqu'à 30 000 riyals par mois (1 ryal = 2 F) et les plus jeunes entre le cinquième et le sixième de cette somme. Il est vrai que chaque grand prince entretient de cent à mille familles de domestiques auxquels il assure dot, soins médicaux, éducation, etc.

A cela, il faut ajouter le système du « sponsoring » qui permet aux « parrains » saoudiens de prélever sur toutes les transactions avec l'étranger de substantielles commissions. L'une, restée célèbre, a atteint 17 % de plusieurs millions de dollars. Si un certain nombre de princes consacrent du temps et beaucoup d'énergie aux affaires de l'Etat - ce qui ne les empêche pas, parallèlement, de faire des affaires, beaucoup d'autres se laissent vivre et vivent, leur reprochant certains, dans la débauche. Au plus bas de l'échelle figurent quelque deux millions de travailleurs immigrés et les chutes des villages de Qatif, Safwa et Seibat. Ces derniers fournissent les meilleurs ouvriers du pétrole : estimant être méprisés par le pouvoir central, ils avaient fait grève dans le passé et se sont livrés à des violences, pillant des magasins et brûlant des voitures, en décembre 1979.



Les méfaits de l'enrichissement (Caricature de Réalités, Tunis)

ment ouvrit trois écoles d'infirmières pour les Saoudiennes, mais les oulémas interdisant les autopsies, il dut renoncer alors à créer une faculté de médecine et envoya les Saoudiens étudier à l'étranger.

La situation faite aux femmes ne risque-t-elle pas de devenir un jour explosive ? En tout cas, note Holden, « ceux des Saoudiens qui fréquentent d'autres pays avaient de plus en plus tendance à choisir leurs épouses dans les pays arabes plus troublés, d'où la nécessité d'éduquer les jeunes filles ». C'est ce qu'entreprend le roi Fayçal, tandis qu'un de ses proches constatait : « On ne peut garder les femmes à la maison si on leur donne de l'instruction ».

Conformément au Coran, la femme a le droit de gérer ses biens. Le régime a donc créé des banques réservées aux femmes et administrées par elles : on estime que leurs avoirs atteignent 20 % de ceux de l'ensemble des établissements ! Pourtant, les oulémas continuent à interdire aux femmes de conduire une voiture. Qu'à cela ne tienne, raconte Holden : « Les filles des familles riches s'envoient au point de rouler lentement dans les villes austères et de demander à leurs chauffeurs de passer leurs numéros de téléphone aux conducteurs qui leur plaisaient ».

Le clan des Saoud, y compris les branches collatérales, comprend peut-être vingt mille membres dont deux mille à trois mille princes qui ont la préséance, en toute circonstance, sur les roturiers parmi lesquels se recrutent les technocrates. En 1963, Fayçal, souhaitant distinguer la caisse de l'Etat de celle de la dynastie, avait établi deux critères pour

Le système est-il malsain ? En tout cas, le 20 novembre 1979, premier jour de l'année 1400 de l'hégire, un homme de quarante ans, barbu et échevelé comme les Ikhwan dont il se réclame, Djouhman Ibn Mohamed Oteyba, s'empara de la grande mosquée de La Mecque. Holden et Johns font le récit le plus complet dont on dispose en français sur l'événement. Ils notent qu'après avoir démissionné de la garde nationale il avait publié de violents pamphlets qui lui avaient valu d'être arrêté avec quatre-vingt-dix-huit autres personnes en 1978.

## L'armée, cette inconnue

Pourquoi a-t-il été libéré et comment a-t-il échappé à la vigilance de la police ? On peut se poser cette question, à bien des égards embarrassante pour les autorités. En effet, dans ses textes, il développait l'argument suivant : « Les dirigeants musulmans qui ne respectent pas le Coran et la Sunna ne méritent pas qu'on leur obéisse mais qu'on s'oppose à eux. La famille royale est de ceux-ci ; elle est corrompue et cupide, elle détourne la loi pour parvenir à ses propres fins et elle s'allie avec des non-croyants et des athées ». Les Saoud ne respirent que lorsque le 9 janvier 1980 roulerent dans le sable de huit villes les soixante-trois têtes des conjurés qui avaient survécu au siège de la grande mosquée.

Les autorités ont, depuis, commencé à reconnaître les problèmes causés par la désintégration de la vie pastorale des Bédouins, la migration des ruraux vers les centres urbains, la disparité grandissante entre les niveaux de vie des ruraux et des citadins, et, enfin, par l'échec

d'une distribution équitable des richesses de l'Etat. Elles sont devenues plus vigilantes. Mais cela suffira-t-il quand on sait qu'aux yeux de tous les observateurs l'armée constitue une autre inconnue.

Fort de trente-cinq mille hommes, cette armée, qui avait déjà couvé une conspiration en 1969, dispose d'armes représentant quelque 10 milliards de dollars, autant que celle du chah avant sa chute, tandis que quarante mille Américains, présents dans le royaume, travaillent pour des contrats d'armement. Robert Lacey considère néanmoins que le gouvernement saoudien ne sera pas un nouvel Iran parce qu'il est un pays essentiellement tribal, où jouent les solidarités face au danger. Holden et Johns estiment, eux, que l'armée « représente un facteur potentiel de déstabilisation, car ceux qui rejoignent ses rangs sont en grande partie déri- bés ». Ce qui est sûr, c'est que pour encourager leur fidélité le gouvernement a doublé les soldes au printemps 1981 : celle d'un lieutenant passant à 8 209 riyals par mois et celle d'un général à 21 561 (respectivement 56 000 et 140 000 francs environ).

Alors, quel avenir pour le royaume ? Dans un ouvrage synthétique et dense, le baron Georges de Bouffier (3), qui a été ambassadeur de France à Djeddah de 1968 à 1975, lance une mise en garde qui s'adresse surtout aux Etats-Unis : « L'Occident ferait bien de chasser l'illusion que les civilisations étrangères se laissent modeler à sa convenance... et qu'on peut tout réduire à un grand schéma géo-politique. Tel le triangle magique Arabie Saoudite-Egypte-Israël, avec l'Amérique au centre. Une alliance de l'argent, du nombre et de la technique imaginée par quelque penseur en chambre de Washington ». Mais il conclut prudemment sur une interrogation : « Etrange destin en vérité que celui de l'Arabie Saoudite. Défenseur du monde libre, pilier de son économie, Mais gestionnaire de l'Eternel en des temps de contestation... Cité de Dieu, cité des affaires et de la technologie occidentale. Laquelle l'emportera dans le défi du quinzième siècle de l'hégire au vingt et unième siècle scientifique ? »

Face à cette interrogation, Robert Lacey, reprenant l'argumentation des Saoudiens, se montre optimiste. Il note que les Occidentaux croient que la vie dans le royaume ressemblera un jour à la vie ailleurs et ajoute : « Aucun Saoudien ne partage cette conviction. Nous pensons que tôt ou tard l'Arabie deviendra soit occidentale et riche, soit islamisée et pauvre... mais les habitants du royaume ne voient pas pourquoi ils ne pourraient pas conserver le meilleur de ces deux modes de vie ».

Richard Johns, qui a achevé le livre commencé par David Holden, assassiné au Caire dans des circonstances mystérieuses et jamais élucidées, donne, lui, une réponse pessimiste. « Alors que je regardais de ma chambre d'hôtel la ville de Ryad avec ses bâtiments élégants et éclatants, écrit-il, je me souvins des réflexions que fit D. van der Meulen après qu'il eut visité, en 1952, les ruines de Diriyah, bureau ancestral de la maison des Saoud (détruit en 1819 par Ibrahim Pacha, fils de Méhémet Ali, vice-roi d'Egypte). Vingt-neuf ans plus tard, ses murs me semblaient sonner toujours juste. Le wahhabisme est en ruine. La capitale, dont la grandeur et la richesse n'ont jamais connu d'égaux dans l'Arabie centrale, est le témoin d'une ruine plus grande, bien plus grande que la première, parce que cette fois la ruine est spirituelle. Mais le royaume est-il toujours là ? », conclut-il sans qu'on sache s'il veut tempérer la sévérité de son jugement ou marquer son étonnement.

PAUL BALTA.

- (1) Le Royaume. La grande aventure de l'Arabie Saoudite, 1744-1982, Presses de la Renaissance, Paris, 1982, 560 pages, 79 F.
- (2) La Maison des Saoud, 1902-1980, Ed. Ramsay, Paris, 1982, 564 pages, 120 F.
- (3) L'Arabie Saoudite. Cité de Dieu. Cité des affaires. Puissance internationale, PUF, Paris, 1981, 224 pages, 85 F.

## LES ENTRETIENS ISRAËLO-LIBANAIS

### Beyrouth dément qu'un accord ait été conclu pour le maintien de la sécurité au Sud-Liban

M. Elie Salem, ministre libanais des affaires étrangères, a démenti, vendredi 1<sup>er</sup> avril, qu'un accord libano-américano-israélien ait été conclu pour la formation d'un comité militaire conjoint chargé du maintien de la sécurité au Sud-Liban après le retrait des troupes israéliennes. Il a précisé qu'une proposition dans ce sens avait été faite lors des dernières négociations israélo-libanaises de jeudi à Kyrat-Shmoneh, mais qu'« aucun accord n'avait été conclu ».

Un porte-parole libanais a ajouté que « toute spéculation sur la conclusion d'un accord était prématurée » et que « les détails diffusés au sujet des pourparlers mixtes israélo-libano-américains étaient inexacts et trompeurs ». De même, à Washington, le gouvernement américain s'est refusé à confirmer la conclusion d'un « accord de principe » sur la création de « paravilles communes ».

A JERUSALEM, M. Itzhak Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, a déclaré, « étonné », vendredi, la décision du président Ronald Reagan, annonçant la veille, de ne pas livrer à Israël des chasseurs-bombardiers F-16 tant que l'armée israélienne ne se sera retirée du Liban. « Le président Reagan sait parfaitement », a dit M. Shamir dans une interview télévisée, que l'opération Paix pour la Galilée n'était inspirée par aucun désir de conquête. Nous avons simplement cherché à éloigner le danger terroriste de nos frontières. Ayant agi dans ce sens, nous n'avons plus rien à faire au Liban, sinon négocier pour que la situation antérieure au 6 juin ne se reproduise pas ».

Nous ne sommes pas toujours parfaitement d'accord avec Washington, et les Etats-Unis ont leurs propres impératifs dans la région, mais il n'en reste pas moins que nous approchons d'un accord sur le retrait du Liban », a poursuivi M. Shamir, qui a affirmé par ailleurs que l'Etoile bleue souhaitait « un Liban indépendant ». « Un voisin libre de toute présence étrangère est le meilleur garant de notre sécurité », a-t-il estimé. Il a ajouté que « les forces de l'O.L.P. doivent partir du Liban dans un bref délai » et que les Syriens « et affirmé qu'il existe un « consensus international » à ce sujet ».

M. Shamir a pourtant justifié les exigences israéliennes qui empêchent sur la souveraineté libanaise, estimant que « le Liban n'est pas dans une situation normale après avoir été occupé pendant sept ans par les Syriens et l'O.L.P. Nous devons quitter le Liban, mais trouver des arrangements de sécurité. Ceux-ci entament d'une certaine manière sa

souveraineté. Cela n'a rien d'extraordinaire, et c'était déjà le cas dans nos accords avec l'Egypte qui a accepté la présence d'une force multinationale dans le Sinaï. Nous voulons croire que dans l'avenir le Liban pourra assurer pleinement sa souveraineté, mais il est évident que, dans les deux prochaines années, cela ne peut être le cas ». M. Shamir a enfin réitéré avec force l'exigence israélienne de voir le commandant libanais Saad Haddad et ses milices faire « partie intégrante des arrangements de sécurité ».

A AMMAN, M. Arafat s'est entretenu vendredi soir avec le premier ministre jordanien, M. Moudar Badran. A l'issue de cet entretien, le chef du comité exécutif de l'O.L.P. s'est refusé à toute déclaration, disant seulement qu'il souhaitait attendre d'être reçu par le roi Hussein avant de faire des commentaires. Cette entrevue, déjà ajournée à deux reprises, pourrait avoir lieu ce samedi.

M. Arafat a cependant tourné en dérision la décision du président Reagan de ne pas reproduire la livraison des F-16 américaines tant que les troupes israéliennes ne seraient pas retirées du Liban.

A PARIS, M. Cheysson, ministre des relations extérieures, parlant vendredi 1<sup>er</sup> avril sur Antenne 2, a, en revanche, jugé « bon » que les Etats-Unis ne livrent pas d'avions F-16 aux Israéliens tant qu'ils ne se retireraient pas du Liban. Le ministre a déploré que les négociations israélo-libanaises ne puissent aboutir, « certaines conditions posées par les Israéliens n'étant pas acceptables » par le Liban.

Interrogé sur la décision de l'Assemblée des Nations unies d'organiser une conférence sur la Palestine à Paris, au siège de l'UNESCO en août, le ministre a regretté ce choix. « Nous ne voyons pas ce qu'elle [la conférence] va apporter, si ce n'est l'expression de thèses extrémistes qui ont déjà été exprimées bien des fois et qui ne nous rapprocheront pas de la paix », a dit M. Cheysson. Il a rappelé que la France n'avait pas été consultée et n'avait pas donné son accord lors du vote de l'Assemblée, mais qu'elle était « tenue par une convention diplomatique avec les Nations unies de laisser se dérouler une conférence dans les bâtiments de l'UNESCO. Nous ne pouvons pas l'empêcher ».

D'autre part, M. Boutros Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, est attendu mardi 5 avril à Paris, porteur d'un message du président Mubarak à M. Mitterrand. Il partira ensuite pour Washington, lin, et avec des arguments assez proches des siens : elle maintient, on-le dit, un « réarmement américain » face à un « désarmement soviétique » puisque Moscou est invité à réduire son arsenal stratégique tandis qu'un déploiement partiel des fusées de l'OTAN reste prévu.

Ni cette proposition américaine, ni les plans futuristes exposés par le président Reagan à propos d'un système de défense anti-missiles qui mettrait les populations à l'abri de tout conflit nucléaire n'ont, si l'on en juge par la mobilisation de ce week-end pascal, érodé pour l'instant le mouvement pacifiste européen. Mais l'offensive lancée de Washington pour le contrôle psychologique des opinions européennes ne fait, semble-t-il, que commencer.

C. T.

## La campagne des pacifistes européens

(Suite de la première page.)

Deux thèmes dominent cette offensive contre les pacifistes : celui selon lequel il faut le jeu de Moscou et celui, repris par M. Claude Cheysson dans son intervention de vendredi, selon lequel le pacifisme au lieu de servir la paix la dessert.

Avant même la conférence de presse de M. Gromyko, on ne se faisait guère d'illusions dans les pays occidentaux, quant à la réponse qu'allait faire Moscou à la proposition américaine d'accord intermédiaire à Genève. On ne se priva pas de reprocher aux pacifistes d'avoir encouragé la réponse négative formulée ce samedi par le ministre soviétique. Même s'ils ne sont pas représentatifs de l'ensemble d'un mouvement assez diversifié dans ses objectifs, les Verts ouest-allemands avaient en effet catégoriquement repoussé cette proposition, avant le Krem-

lin, et avec des arguments assez proches des siens : elle maintient, on-le dit, un « réarmement américain » face à un « désarmement soviétique » puisque Moscou est invité à réduire son arsenal stratégique tandis qu'un déploiement partiel des fusées de l'OTAN reste prévu.

Ni cette proposition américaine, ni les plans futuristes exposés par le président Reagan à propos d'un système de défense anti-missiles qui mettrait les populations à l'abri de tout conflit nucléaire n'ont, si l'on en juge par la mobilisation de ce week-end pascal, érodé pour l'instant le mouvement pacifiste européen. Mais l'offensive lancée de Washington pour le contrôle psychologique des opinions européennes ne fait, semble-t-il, que commencer.

## M. Gromyko rejette la proposition de M. Reagan sur les euro-missiles

Moscou (A.F.P., U.P.I.). - Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, a déclaré ce samedi 2 avril que la dernière proposition de M. Reagan sur les armements avait accentué la divergence entre les positions américaines et soviétiques aux négociations de Genève sur les euro-missiles.

« On a dit que sa proposition (à M. Reagan) sur les missiles à moyenne portée ouvrait la voie d'un accord, la voie de la paix. Non. (Niet.) Cette assertion est fautive. Ce n'est pas le chemin de la paix ni celui d'un accord », a dit M. Gromyko au cours de la première conférence de presse qu'il a tenue à Moscou depuis 1979.

Le président des Etats-Unis a proposé mercredi 23 mars que.

faute d'un accord possible sur le bannissement total des fusées nucléaires à moyenne portée en Europe - option zéro -, les Américains et les Soviétiques en limitent le nombre au plus bas niveau possible. (Le Monde du 25 mars.)

La « solution intermédiaire » proposée par M. Reagan est « inacceptable », a ajouté M. Gromyko, qui a souligné que l'U.R.S.S. « ferait tout » pour préserver l'équilibre des forces qui, selon elle, existe depuis plusieurs années entre l'Est et l'Ouest. Au cas où cet équilibre serait affecté par un déploiement de nouveaux missiles de l'OTAN en Europe occidentale, « l'U.R.S.S. prendra des mesures pour défendre ses intérêts légitimes », a-t-il dit.



# France

## Les logiques d'une élection intermédiaire

**Il existe une logique des élections intermédiaires. Une récente journée d'études de l'Association française de science politique a souligné cet aspect particulier des élections locales dans les systèmes de partis bipartites, qui se caractérise par le recul des formations gouvernementales par rapport à l'élection antérieure.**

En Allemagne fédérale, la coalition au pouvoir recule dans quatre-vingts élections aux Parlements de Länder intervenues depuis la guerre. En Grande-Bretagne, la régression du parti gouvernemental est également la règle. M<sup>me</sup> Thatcher ayant seule, au cours de cette dernière décennie, fait exception, au lendemain des Malouines. Dans cette perspective, le recul de la coalition gouvernementale à l'élection intermédiaire se caractérise, au-delà des structures électorales, par le départ d'une fraction de ses anciens sympathisants, l'abstentionnisme différentiel qui frappe ses partisans et le caractère potentiellement réversible de ce double abandon. Les échecs de la droite aux cantonales de 1976 et aux municipales de 1977, comme ceux de la gauche aux cantonales de 1982 et aux municipales de 1983, indiquent clairement que la France n'échappe pas à ce modèle général. L'enquête conduite par l'IFOP pour R.T.L. à la sortie des bureaux de vote (1) en apporte un spectaculaire confirmation.

### Deux grands blocs d'électeurs fidèles

La norme dominante reste bien entendu la stabilité. De l'élection présidentielle de 1981 à la consultation municipale de 1983, plus des deux tiers de l'électorat, plus de 80 % de ceux qui ont voté aux deux élections, sont des électeurs fidèles de la gauche et de la droite, dont ils constituent les solides noyaux. A la question : « A quel moment avez-vous pris votre décision de voter pour la liste ou le candidat pour lequel vous venez de voter ? », 60 % des votants ont répondu : « Depuis toujours je vote comme ça », et 20 % : « Il y a déjà plusieurs mois ».

Trois facteurs structurent en se combinant ces électeurs permanents de la gauche ou de la

droite : la tradition politique familiale, la syndicalisation, la distance à l'égard de l'Eglise catholique. Alors que, dans l'ensemble de l'échantillon, le pourcentage de votes à gauche est de 45 %, il s'élève d'un coup à 85 % chez les syndiqués C.G.T., C.F.D.T. ou F.E.N. et à 95 % chez ceux d'entre eux qui se déclarent « sans religion ».

De manière analogue, le pourcentage de votes de droite passe de 53 % dans l'ensemble à 64 % chez les non-syndiqués et à 80 % chez ceux d'entre eux qui « vont à la messe tous les dimanches ».

Inutile de s'appesantir sur ces électeurs stables, sinon pour souligner que la tendance à la désyndicalisation que l'on constate depuis quelques années, de même que la diminution de la pratique religieuse catholique ont probablement réduit quelque peu leurs effectifs et peuvent expliquer la volatilité accrue de l'électorat.

(Voir tableau I.)

### Plus de 14 % d'électeurs mitterrandistes gagnés par la droite

Ce sont eux qui ont fait pour l'essentiel la décision du premier tour. Les données de l'enquête permettent d'esquisser leur portrait et de mieux cerner leurs motivations. A la première analyse, ces électeurs changeants constituent comme une réduction de l'électorat mitterrandiste de 1981 : un électorat moyen un peu insaisissable, un peu plus masculin, un peu plus jeune, un peu plus issu des couches moyennes salariées, mais pas de gros écart, rien qui prête au gros titres.

Quelques spécificités cependant. En premier lieu, il s'agit d'électeurs moins stabilisés par les structures culturelles de la gauche et de la droite, moins encadrés par le syndicalisme (87 % ne sont pas syndiqués), plus éloignés de l'incroyance ou de la pratique religieuse, plus tardifs à prendre leur décision (34 %, contre 11 % dans l'ensemble, ont décidé leur vote dans les derniers jours) parce que plus en lutte aux pressions contradictoires.

Il s'agit également, pour une partie d'entre eux du moins, d'électeurs sensibles aux enjeux locaux, à la personnalité du maire ou de son challenger : leur proportion s'accroît dans les communes de droite, surtout R.P.R., et est au contraire minimale dans les communes à tradition socialiste. On

peut estimer à près d'un tiers (4 % sur 14 %) ces « miterrandistes » présidentiels redevenus pour des raisons locales des électeurs de droite.

Parmi ces électeurs changeants et en particulier parmi ceux qui semblent plutôt influencés par leur jugement général sur l'action du gouvernement, l'ampleur de l'enquête permet de repérer certains groupes spécifiques que leur petitesse numérique exclut des analyses d'opinion classiques : avec la prudence qu'imposent leurs effectifs malgré tout réduits (entre 100 et 150 personnes) et en attendant des analyses complémentaires, on peut en signaler trois dont le taux de changement de gauche à droite depuis deux ans est particulièrement élevé, même si leur poids dans l'ensemble de l'électorat reste naturellement limité : les personnes qui se classent elles-mêmes israéliennes (est-ce une conséquence de la politique extérieure française à l'égard des problèmes du Proche-Orient ?) ; les syndiqués Force ouvrière (faut-il voir une nouvelle étape du glissement à droite de cette confédération ?) ; enfin ceux des plus jeunes électeurs qui ont connu au cours des années récentes une période de chômage.

Pour ces derniers et particulièrement pour ceux d'entre eux qui, installés à leur compte, doivent régler un loyer, la gauche n'a pas apporté de solution aux problèmes très concrets qu'ils doivent quotidiennement résoudre. De ce fait, c'est dans cette tranche d'âge que se fait le plus sentir le recul de la gauche par rapport aux municipales de 1977.

(Voir tableau II.)

### Un recul atténué par la dimension locale du scrutin

Cette hémorragie d'électeurs mitterrandistes de 1981 n'est qu'en faible partie compensée par un gain d'électeurs de droite : à peine 4 % des électeurs de M. Giscard d'Estaing le 10 mai 1981, soit 2 % de l'ensemble de l'échantillon. Très également répartis dans toutes les catégories d'analyse, ces nouveaux électeurs de gauche sont moins des convaincus du socialisme gouvernemental que du socialisme municipal. Leur vote s'explique essentiellement par la dimension locale du

Au-delà de ces groupes spécifiques, un élément commun caractérise ces « dévots du socialisme » :

### Tableau II

« Parmi les possibilités suivantes, quelle est celle qui se rapproche le plus de votre état d'esprit ? »

	MITERRANDISTES GAGNÉS PAR LA DROITE %	MITERRANDISTES GAGNÉS PAR LA DROITE %
« J'ai voulu manifester mon soutien au gouvernement »	7	32
« J'ai voulu donner un avertissement au gouvernement »	38	23
« J'ai voulu manifester mon opposition au gouvernement »	23	32
« Je n'ai pas tenu compte de mon attitude à l'égard du gouvernement »	32	11
« Parmi les problèmes suivants, quel est celui qui a le plus compté dans votre vote aujourd'hui ? »		
Le chômage	39	15
L'inflation	15	22
L'insécurité	22	14
Les impôts locaux	14	11
Les logements	11	7
L'enseignement privé	7	

qui étaient loin d'être tous socialistes : leur centrisme fondamental. Près des trois quarts se classent sur les deux positions centrales de l'axe gauche-droite et c'est parmi les sympathisants radicaux de gauche, écologistes, C.D.S. et radicaux de droite que ces électeurs sont proportionnellement le plus nombreux.

Leur changement, ils le disent eux-mêmes, constitue principalement un vote d'avertissement (38 %). Ils n'étaient pas définitivement fixés à gauche (plus de 20 % d'entre eux étaient d'anciens électeurs conservateurs, surtout chiraquiens, ou écologistes du premier tour de l'élection présidentielle). Ils n'ont pas définitivement abandonné l'actuelle coalition gouvernementale (23 % seulement ont voulu manifester leur « opposition au gouvernement »). Le chômage a constitué leur principale préoccupation, particulièrement pour les plus jeunes. Les sentiments d'insécurité n'ont joué pour les plus âgés.

(Voir tableau III.)

### Un recul atténué par la dimension locale du scrutin

Cette hémorragie d'électeurs mitterrandistes de 1981 n'est qu'en faible partie compensée par un gain d'électeurs de droite : à peine 4 % des électeurs de M. Giscard d'Estaing le 10 mai 1981, soit 2 % de l'ensemble de l'échantillon. Très également répartis dans toutes les catégories d'analyse, ces nouveaux électeurs de gauche sont moins des convaincus du socialisme gouvernemental que du socialisme municipal. Leur vote s'explique essentiellement par la dimension locale du

scrutin et on le trouve principalement dans les communes à maire socialiste.

On retrouve ici en filigrane cette fameuse prime au sortant, sur l'importance de laquelle se sont tout interrogés les observateurs à la veille du scrutin. Le solde entre électeurs gagnés et électeurs perdus s'établit ainsi pour la gauche à - 9 dans les communes gérées par un R.P.R., - 6 dans les communes U.D.F., - 5 dans les communes communistes et - 2 dans les communes socialistes.

Les trois variables du second tour

Le léger redressement de la gauche au second tour, qui ne fait qu'atténuer son recul du premier, résulte de l'addition de trois éléments : la mobilisation des abstentionnistes du premier tour, plus souvent anciens électeurs de F. Mitterrand que de M. Giscard d'Estaing et qui ont soutenu les listes de gauche dans une proportion de 60 %-40 % ; le report massif des électeurs écologistes du premier tour (près des trois quarts) sur les listes de gauche ; enfin des gains marginaux mais parfois décisifs dans les petites listes classées divers droite.

(Voir tableau III.)

(1) Enquête réalisée en deux parties, la première le 6 mars 1983 auprès de 9 351 personnes représentatives de la population des villes de plus de 9 000 habitants, la seconde auprès de 4 394 personnes le 13 mars dans huit villes différentes.

On retrouve bien en définitive les quatre composantes essentielles des élections intermédiaires : la stabilité des noyaux électoraux, l'abstentionnisme différentiel du premier tour au détriment de la gauche, dont témoigne a contrario la mobilisation différentielle du second tour en sa faveur, l'évolution vers la droite d'une fraction de l'électorat présidentiel de M. Mitterrand, facteur décisif du verdict électoral, enfin le caractère éventuellement réver-

sible de cette évolution, puisque plus du tiers de ces « miterrandistes » déçus, 36 % exactement, déclarent souhaiter la victoire de la gauche en cas d'élections législatives. Pour les élections départementales, les jeux restent ouverts.

JEAN-LUC PARODI.

(Maître de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques ; conseiller pour les études politiques de l'IFOP.)

TABLEAU III

	VOTE AU SECOND TOUR	
	Listes de gauche	Listes de droite
Listes de gauche	97	3
Listes écologistes	74	26
Abstentionnistes du 1 <sup>er</sup> tour	60	40
Listes divers droite	19	81
Listes de droite	4	96

### M. Defferre est réélu maire de Marseille

Marseille. M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a été réélu pour la sixième fois consécutive, vendredi 1<sup>er</sup> avril, maire de Marseille par soixante-quatre voix (soixante-sept conseillers R.P.R. et U.D.F. n'ont pas pris part au vote et ont quitté la salle (1)).

De notre correspondant régional.

Dès l'ouverture de la séance, après le discours de la doyenette d'âge, M<sup>me</sup> Irma Rapuzzi, sénateur (P.S.) des Bouches-du-Rhône, M. Jean-Claude Gaudin a tenté de prendre la parole pour « une explication de vote ». M<sup>me</sup> Rapuzzi a refusé de lui donner satisfaction en lui rappelant que selon la loi « l'élection du maire a lieu à bulletin secret sans débat ». Applaudi par les élus de l'opposition et hui par ceux de la majorité, M. Gaudin a insisté sans succès, puis a quitté l'enceinte municipale entraînant avec lui l'ensemble des élus R.P.R. et U.D.F. « Je voulais expliquer aux Marseillais et aux Marseillaises, a déclaré M. Gaudin, à la sortie de la mairie, comment l'élection de M. Defferre a été acquiescée. Il sera le seul maire de France à avoir moins de voix que son concurrent puisque ma liste a obtenu 3 438 suffrages de plus que la sienne sur l'ensemble de la ville. Je voulais également condamner les conditions dans lesquelles s'est déroulée la campagne électorale entre les deux tours, les scandales amalgames et tout ce qui a pu être fait avec la complicité de l'Etat et

de hauts fonctionnaires. Nous avons saisi la justice des fraudes qui ont été commises. Tant qu'elle n'aura pas rendu sa décision, je considère que l'actuelle municipalité est une municipalité de fait et non de droit ». M. Defferre commentant cet incident a déclaré : « J'espère, qu'il s'agit là d'un mouvement de mauvaise humeur ou de dépit (...) et que l'opposition remplira à l'avenir pleinement son rôle à l'égard du conseil municipal et de la majorité ».

Sur les trente postes d'adjoints, treize ont été distribués aux socialistes dont le premier qui sera occupé par M. Jean-Victor Cordonnier, et le troisième par M. Michel Pezet, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et secrétaire de la fédération du P.S. des Bouches-du-Rhône (le Monde du 2 avril).

Conformément aux accords qui avaient été conclus avant les élections, les communistes disposent de onze postes d'adjoints, dont celui de deuxième adjoint, attribué à M. Georges Lazzarini, secrétaire de la fédération du P.C.F. des Bouches-du-Rhône.

Les radicaux de gauche et les représentants des groupes socio-professionnels ont respectivement obtenu, deux et quatre postes d'adjoints.

GUY PORTE.

(1) Le nouveau conseil municipal de Marseille est composé de soixante-quatre élus de la majorité, (treize socialistes, quinze communistes, quatre radicaux de gauche, dix divers gauche et un écologiste) et de trente-sept élus de l'opposition, (dix-huit R.P.R., dix-sept U.D.F., quatre P.R., deux C.D.S., un radical socialiste et de deux élus de la liste Marseille-écologie).

M. Gilbert Gaspert, l'un des deux élus de la liste Marseille-écologie qui avait fusionné au second tour avec les listes de M. Gaudin, n'est apparemment pas U.D.F. Le second, M. Bernard Manovelli (ex-R.P.R.), a déclaré de son côté ne faire partie d'aucun groupe.

### L'OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

#### Le « plan de rigueur » sera examiné le 21 avril par l'Assemblée nationale

Les vacances parlementaires sont terminées. Conformément à l'article 28 de la Constitution, la session de printemps de l'Assemblée nationale et du Sénat s'est ouverte samedi 2 avril. Députés et sénateurs ne seront pas, pour autant, privés de week-end pascal.

Les séances de samedi devaient être purement formelles, l'Assemblée nationale devant simplement élire son bureau (à l'exception du président, élu pour toute la législature) et constituer ses commissions ; chacune de celles-ci devant ensuite désigner son bureau.

Le travail législatif ne commencera véritablement que le mardi 5 avril avec la discussion de plusieurs textes, relatifs notamment à la garantie du titre des matières d'ur (à l'Assemblée) et à la nomination d'attachés d'administration en qualité de magistrats (au Sénat).

Les choses les plus sérieuses seront pour le lendemain, lorsque le premier ministre engagera la responsabilité de son gouvernement.

La déclaration de politique générale que fera M. Pierre Mauroy donnera lieu au premier grand débat depuis les élections municipales. L'opposition se propose de se fonder sur les résultats du scrutin de mars pour réaffirmer que le gouvernement est « dévalué », tandis que le premier ministre s'efforcera de rallier la majorité au plan d'austérité. A l'occasion de la fin des premières sessions nationales des retraités et personnes âgées, M. Mauroy a souligné, vendredi 1<sup>er</sup> avril, que « l'impératif de justice sociale ne sera pas sacrifié sur l'autel de la rigueur ».

Le débat du 6 avril continuera le 21, date à laquelle l'Assemblée nationale devra examiner les textes qui traduiront les mesures de rigueur dans le domaine législatif. Ces textes doivent être adoptés par le conseil des ministres du 13 avril. Le Sénat ne pourra en discuter qu'au début du mois de mai. Les nouvelles règles économiques, du moins celles qui nécessitent en texte de loi, ne pourront ainsi entrer en application avant le mois de juin.

TABLEAU I	PERMANENTS DE LA GAUCHE %	MITERRANDISTES GAGNÉS PAR LA DROITE %	GISCARDIENS GAGNÉS PAR LA GAUCHE %	PERMANENTS DE LA DROITE %
ENSEMBLE DES VOTANTS (1)	40	7	2	41
SEXE				
- Hommes	43	8	2	38
- Femmes	36	6	2	45
AGE				
- 18-24 ans	36	6	2	24
- 25-34 ans	50	9	3	31
- 35-49 ans	43	7	2	43
- 50-64 ans	38	8	2	47
- 65 ans et plus	28	1	2	56
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ				
- Ouvriers	58	6	2	23
- Employés	46	9	1	35
- Cadres moyens	39	9	1	40
- Inactifs, retraités	31	1	2	54
- Cadres supérieurs	30	7	1	55
- Industriels, commerçants, artisans	19	7	3	64
- Professions libérales	17	7	1	66
APPARTENANCE SYNDICALE				
- C.G.T.	86	3	2	4
- F.E.N.	74	6	1	14
- F.E.N.	85	2	1	9
- F.O.	45	12	1	36
- C.G.C.	19	7	1	67
- Autres	23	10	2	58
- Non syndiqués	33	7	2	47
APPARTENANCE RELIGIEUSE				
- Catholiques pratiquants réguliers	10	6	2	73
- Catholiques pratiquants irréguliers	22	8	3	57
- Catholiques non pratiquants	43	8	3	39
- Protestants	48	6	3	35
- Israélites	28	25	1	27
- Sans religion	71	4	1	13
APPARTENANCE POLITIQUE DU MAIRE SORTANT				
- P.C.	47	7	2	35
- P.S.	46	1	3	35
- U.D.F.	29	8	2	52
- R.P.R.	29	10	1	46
POSITION SUR L'AXE GAUCHE-DROITE				
- Gauche	87	4	1	3
- Centre	28	12	3	48
- Droite	2	1	1	83

(1) Total inférieur à 100 en raison des non-réponses à la reconstruction du vote présidentiel.



Société

LES DEUX PREMIÈRES ANNÉES DE LA VIE  
La précocité insoupçonnée  
du nouveau-né

De qui le nouveau-né est-il la propriété ? De ses parents, des pédiatres, des psychologues, des psychiatres ? Plus que tout cela encore, n'est-il pas avant tout un prisonnier ? Un prisonnier enserré dans ses fantômes premiers, dans ses attachements précoces, dans l'imaginaire de sa mère ?

Que sait faire le nouveau-né ? Est-il le « tube digestif » que décrit la pédiatrie classique, jusqu'à ces dernières années ? Est-il aveugle et sourd, comme le veut la tradition ? Est-il au contraire capable, dès sa naissance, de percevoir le monde qui l'entoure, singulièrement l'univers maternel ? Et d'agir sur cet univers ? Pour la deuxième fois en trois ans, à Cannes après Lisbonne (1980), plus de mille cinq cents spécialistes se sont posés, ensemble, ces questions.

Ce deuxième « Congrès mondial de psychiatrie du nourrisson » aura assurément été celui des retrouvailles et des interrogations. Retrouvailles de spécialistes dont l'objet d'étude — le jeune enfant — est commun : pédiatres, psychiatres d'enfants en particulier ; interrogations sur le passé récent et sur l'avenir. Les trente dernières années montrent en effet que les connaissances relatives au développement du nourrisson progressent de manière vertigineuse. Mais elles posent aussi la

question de leur possible intégration. Dans la tradition médicale européenne, observation et traitement du nouveau-né étaient par nature le domaine des neurologues et des pédiatres. Les médecins décelaient les troubles neurologiques et moteurs du nourrisson, établissaient des échelles d'évaluation, jaugeaient son « éveil » et « élaboration » son « quotient de développement », auquel était attribuée une certaine valeur prédictive. Le nouveau-né, disait-on, même une vie purement végétative, animée de réflexes archaïques et de fonctions automatiques.

C'est en Grande-Bretagne, avec les travaux d'Anna Freud et, aux États-Unis, avec ceux de René Spitz qu'apparaissent les premières descriptions du comportement infantile perturbé. René Spitz décrit-il de manière très précise les carences définitives du développement provoquées par les déficiences massives de soins maternels, les séparations, les abandons, voire les hospitalisations. Sa description de l'« hospitalisme »

de l'enfant irrémédiablement endommagé du seul fait d'un défaut de contact prolongé avec sa mère ne devait jamais être remise en question. Sur cette lancée, un psychanalyste anglais, John Bowlby, fut chargé par l'Organisation mondiale de la santé d'une enquête d'envergure sur l'importance des soins précoces, travail paru en France au début des années 50 sous le titre *Soins maternels et santé mentale*. Bowlby y décrivait un élément crucial du développement somatique et psychique du nouveau-né, l'« attachement », mécanisme essentiel, structurant, fondé sur le lien du nourrisson avec sa mère.

La vue et l'ouïe  
dès la naissance

Les enseignements de l'éthologie, l'étude du comportement animal précoce, singulièrement celui des primates, devaient apporter à la suite des travaux de l'Américain Harry Harlow de nouveaux éléments d'observation, et leur transposition à l'homme constitue aujourd'hui les fondements de l'éthologie humaine. D'autre part, l'application directe des modes d'interprétation psychanalytique à l'étude des tout-petits — tendance très récente, dont témoignent en France, notamment, les travaux des professeurs Serge Lebovici (1), René Diatkine et du docteur Michel Soulé — ouvrent l'abord de la dynamique inconsciente des interactions entre la mère et le nouveau-né.

La pédiatrie n'est pas demeurée en reste dans ce foisonnement (2), et l'ensemble de ces approches permet aujourd'hui de connaître des éléments jusqu'à insoupçonnés du développement précoce. Ainsi sait-on à présent, souligne le docteur Julien Cohen-Solal (Paris), que les enfants naissent munis de capacités sensorielles considérables : ils voient dès la naissance, contrairement à un mythe répandu (hypermétropes, ils disposent d'un vingtième de vision), ils entendent, reconnaissent dès l'âge de cinq jours l'odeur de leur mère et le goût de son lait. Quelques semaines après sa naissance, le nourrisson exprime des « sentiments », tels que la joie, la douleur, la recherche du sommeil, et pourrait avec sa mère l'établissement d'un « dialogue tonique », pour reprendre l'expression du professeur Julien de Ajuriaguerra (professeur honoraire au Collège de France), un dialogue vocal, tactile et affectif que les congressistes réunis à Cannes ont dénommé l'« accordage » (professeur Daniel Stern, université Cornell, New-York) ou la « concordance ».

A quatre mois, le nouveau-né est, normalement, joyeux. C'est au début du second semestre qu'il découvre l'angoisse, la crainte de l'étranger, qu'il ébauche une forme de représentation mentale de lui-même, la différenciation décrite notamment par le professeur Margaret Mahler (New-York) : c'est le début (sept-neuf

Sciences

LE PREMIER VOL DE CHALLENGER  
Vous avez dit banal ?

Lundi 4 avril, 20 h 30  
(heure de Paris) :  
le sixième vol  
de la navette spatiale  
américaine  
commence en principe.  
C'est aussi le premier  
que doit accomplir Challenger  
après les exploits  
de sa sœur aînée Columbia.  
Banalité, routine,  
est-on tenté de dire. Voir.

Pour la sixième fois en deux ans, des Américains vont s'envoler pour l'espace à bord d'une navette spatiale. Quatre hommes qui vont ajouter leur nom à la liste déjà longue de ceux qui ont eu la chance d'aller là-haut et que l'on s'empresse, si tout va bien, d'oublier : l'heure des premiers exploits paraît bien lointaine. La routine s'est presque installée. Même si les astronautes ne sont pas encore devenus, comme les pilotes d'avion, des conducteurs de transport en commun, force est de reconnaître que la part d'aventure des missions qui leur sont confiées a singulièrement diminué.

Pourtant, malgré cinq tirs réussis avec la navette spatiale Columbia, la NASA va devoir à nouveau faire ses preuves. C'est en effet un engin tout neuf, baptisé Challenger, qui doit s'envoler de Cap Kennedy (Floride) pour une mission de cinq jours confiée au commandant de bord Paul J. Weitz (cinquante ans), vétéran de l'espace, au pilote Karol J. Bobko (quarante-cinq ans) et aux deux « spécialistes-mission » Story Musgrave (quarante-sept ans) et Donald H. Peterson (quarante-neuf ans).

Une mission banale ? Il est difficile d'oublier son coût : 266 millions de dollars, et surtout les quatre astronautes américains auront fort à faire, dont un certain nombre de tâches relativement complexes :

- Accomplir une mission opérationnelle avec un engin qui effectue son premier vol ;
- Essayer en vol un véhicule qui a subi par rapport à Columbia une « cure d'amalgamisme » d'environ 2 tonnes et demie ;
- Vérifier que les trois moteurs principaux de l'engin, « poussés » pour ce vol, délivrent bien une puissance de 4 % supérieure à ceux de Columbia ;
- Tester le gros réservoir extérieur et les énormes fusées d'appoint allégées de plus de 6 300 kilogrammes ;
- Effectuer, le 7 avril, dans l'espace une « marche » de trois heures et demie que l'équipage précédent n'avait pu accomplir en raison des défauts présentés par les combinaisons spatiales dont chacune a coûté la bagatelle de 2 millions de dollars ;

- Mettre en orbite à partir de la navette le plus grand et le plus puissant satellite de télécommunications jamais lancé.

Ce dernier objectif est de loin le plus important de la mission, car de son succès dépend en grande partie la réussite des vols qui suivront. Paradoxalement, en effet, la NASA qui, ces dernières années, a accompli des prodiges en établissant des liaisons avec des sondes automatiques envoyées aux confins du système solaire, qui a su retransmettre au monde entier — et avec quelle maîtrise — les marches des astronautes sur la Lune, n'est pas actuellement en mesure de communiquer en permanence avec la navette. Le réseau existant des stations d'émission et de réception au sol n'est pas adapté à de telles missions et ne permet des liaisons avec le véhicule que pendant 15 % de la durée du vol.

Grains de sable

C'est finalement avec dix semaines de retard que la navette spatiale américaine Challenger doit effectuer son premier vol dans l'espace. A plusieurs reprises en effet, les responsables de la NASA ont dû reporter le tir en raison de fuites détectées sur des canalisations du circuit de l'hydrogène liquide. Ce qui, au début, paraissait n'être qu'un incident concernant un seul des trois moteurs principaux de l'engin, s'est vite transformé en une « épidémie », qui a conduit à la réparation de deux des moteurs et au remplacement complet du troisième. D'autre part, les responsables du programme ont dû faire face à quelques problèmes à cause du satellite T.D.R.S. que la navette Challenger doit mettre en orbite dix heures après son lancement. Des grains de sable portés par un violent orage s'étaient introduits dans le satellite, risquant d'en perturber le fonctionnement. Tous ces contretemps ont perturbé le calendrier des tirs de navettes pour les prochains mois. La NASA pense, d'ici à la fin de l'année, rattraper le retard pris si la première mission de Challenger se déroule conformément au plan de vol.

Dans ces conditions, la prochaine mission de la navette (STS-7), au cours de laquelle doit voler dans l'espace la première femme américaine (Sally K. Ride), aura lieu à la mi-juin, la suivante début août et une autre à la fin du mois de septembre avec le lancement du laboratoire spatial européen Spacelab.

J.-F. A.

C'est la raison pour laquelle, plutôt que de construire au sol de nouvelles installations de télécommunications, les Américains ont décidé de mettre en place un « réseau relais » de trois satellites de télécommunications qui permettront ce contact permanent entre la navette et le sol.

Le premier d'entre eux, qui porte le nom de T.D.R.S.-A (Tracking and Data Relay Satellite), devrait être mis en orbite au cours de ce vol (1). Un second vrait l'être en août à l'occasion du huitième vol de la navette et du troisième vol de Challenger, d'une manière à assurer la retransmission du gigantesque flot d'informations que réclame la réussite en septembre de la mission qu'effectuera l'équipage du laboratoire spatial européen. Dans ces conditions, en effet, la NASA s'estime en mesure d'assurer en permanence la liaison avec la navette, l'exception toutefois d'une très petite période de temps, lorsque celle-ci passera au-dessus de l'Asie.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Ce réseau servira également à la retransmission de données provenant divers satellites comme, par exemple, le satellite d'observation de la Terre Landsat-4.

Sports

Moto, cher plaisir...

Il y a les motards et les autres. Les motards suivront avec passion, dimanche 3 avril, le Grand Prix de France de vitesse, au Mans. Plus de six cent mille jeunes gens possèdent aujourd'hui une moto.

Le P.-D. G. finit pour montrer son dynamisme, les trancés s'en suivent pour s'épanouir dans la nature, les amoureux du tout-terrain s'évadent à son guidon, les coureurs de vitesse apprécient son obéissance, la police en fait des « brigades d'in-

tervention », la mairie de Paris des « ramasse-crottes », les jeunes y trouvent leur compte de vitesse et de liberté...

Alors, tout le monde est heureux en Harley-Davidson ? Eh bien ! non. Car l'image de marque de la moto n'a guère évolué en quarante ans, depuis que les Japonais ont relancé la mode du deux-roues en France avec la célèbre Honda. Il faut dire que le deux-roues souffre toujours de tares rédhibitoires : il est très vite, il est conduit par des jeunes pas encore formés à l'école de la prudence ni à celle du savoir-vivre. Il est étonnant et rend beaucoup de jeunes infirmes. Ces derniers maîtres, moins importants que ceux de l'alcool et du tabac mais plus spectaculaires, béné-

ficiant d'une publicité disproportionnée dans les médias, aggravent l'incompréhension. La moto, phénomène social, ne représente pourtant qu'un petit marché : 118 940 immatriculations en 1982, 6,8 % du marché automobile français ! Et il est essentiellement composé de machines étrangères. Seulement 4 % des machines sont françaises. Bref, les Japonais se taillent le port du lion avec 85 % du marché. Honda est largement en tête devant Yamaha, qui essaie de suivre le train d'acier de ce rouleau compresseur qui a décidé, en 1983, de confirmer de manière définitive son leadership. D'où une gamme ahurissante de modèles impliquant un investissement hors pair destiné à dépasser définitivement Yamaha mais aussi Suzuki et Kawasaki, qui ne s'en laissent pas conter. En moto, l'innovation et la technique sont japonaises !

Cette profusion de modèles a dopé le marché en 1982, lui permettant de progresser de 10 % par rapport à 1981, année, il est vrai, très mauvaise. La réforme des permis, intervenue en 1981 — trois permis pour les 80 cm<sup>3</sup>, 400 cm<sup>3</sup> et au-delà, — avait traumatisé le marché. Mais les Japonais ont vite contourné la loi en sortant des machines de 399 cm<sup>3</sup> frôlant les 185 km/h et des 80 cm<sup>3</sup> hypersophistiqués, rendant de ce fait la réglementation caduque. De plus, une année de « braderie » a permis l'écoulement de stocks préco-

ceux. Motocyclisme, le constructeur français, a dû suivre, sacrifiant ses 80 cm<sup>3</sup> mais déposant son bilan dans la foulée.

Il sera difficile d'endiguer ce processus, car le marché français est un marché particulier, tourné vers les extrêmes : 64 % de motos de moins de 125 cm<sup>3</sup> et surtout 10 % de plus de 750 cm<sup>3</sup> et 18 % de plus de

650 cm<sup>3</sup> ! Les cylindrées moyennes de 250 cm<sup>3</sup> sont boudées — bien qu'elles ne soient soumises qu'à une T.V.A. de 17 % — alors qu'elles sont très prisées en Angleterre.

Mais les jeunes veulent-ils être sages ? Les motards ne sont pas fortunés et sacrifient tout à leur passion malgré un environnement hostile ; un réseau routier conçu pour les quatre-roues, des automobilistes ignorants les deux-roues, des assurances hors de prix (environ 9 500 F pour une 1000 cm<sup>3</sup>), un entretien onéreux et des risques permanents...

Ce tableau noir justifie à lui seul le petit frémissement au moment de vertouiller le casque intégral, la route qui vous saute au visage dans les grandes courbes prises en gencou au sol, les reprises fulgurantes, le contact physique avec la machine et les odeurs champêtres des petites départementales au printemps. Une jouissance immédiate et illégale.

DOMINIQUE GAUTRON.



# Les jeunes « Franco-Algériens » et la caserne

De notre envoyé spécial

Lyon. — Un important mouvement silencieux de refus de l'armée est en train de naître, en France, alors même que les réseaux traditionnels d'insoumission apparaissent depuis mai 1981 de plus en plus squelettiques. Ces nouveaux réfractaires sont ces quelque cent cinquante mille jeunes hommes nés en France de parents algériens depuis l'indépendance. Français pour la loi française lorsqu'ils sont nés après le 1<sup>er</sup> janvier 1963, toujours Algériens pour l'Algérie (1), ils sont appelés par ces deux pays à accomplir leur service militaire. Certains, âgés de dix-neuf ou vingt ans, ont d'ores et déjà été convoqués par les consuls algériens ou par les autorités mili-

fois-ci il n'avait pas avalé de « bina », ce médicament de tableau B auquel beaucoup recourent : « Réformé ou pas, explique-t-il, l'Algérie, c'est loin. Ils ne viennent pas me chercher, et mon pays, c'est ici ». Mansour ne se définit pourtant ni comme Français ni comme Algérien, juste comme musulman. « Un musulman jeune, bien sûr, qui aime bien draguer et boire le samedi soir ».

## Les principes et les sentiments

Les dix jeunes Maghrébins découverts autour de cette table de café, musique disco en bruit de fond, partagent les opinions de Mansour : trop Algériens pour porter l'uniforme français, pas assez « niais » ou « influencés par

« l'immense majorité » selon le responsable de l'amicale des Algériens dans le Rhône qui explique ce choix massif par « les vexations subies en France » et par « l'attachement à leur pays ».

« Les stars du bled » en tout cas, ces quinze Algériens de dix-sept à dix-neuf ans qui crébrent, il y a un an à Pierre-Bénite dans la banlieue lyonnaise, une troupe théâtrale, sont tous décidés à partir en Algérie le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Ils n'ignorent rien « des brimades et des petits frotements » subis par les Algériens de l'étranger ou la dureté d'un service militaire à laquelle la plupart veulent échapper « grâce au piston ». La cohésion de ce groupe de jeunes d'une cité à taille humaine et leurs fréquents voyages familiaux à Biskra, d'où ils sont originaires, expliquent leur réaction unanime : Algériens ils sont, Algériens ils resteront malgré la carte d'identité française qui leur a été imposée : leurs frères aînés, après tout, sont partis et « ne sont pas morts ».

Aucun en revanche ne se rendra aux épreuves de sélection de l'armée française : « Si les gendarmes, dit l'un, arrivent chez moi je sors par la fenêtre ». La guerre d'Algérie, trop lointaine, n'est pas invoquée. Le racisme de la société française l'est souvent pour justifier leur refus.

Ils tiennent malgré tout, leur service accompli, à regagner la France qui reste à leurs yeux « une société plus libre ». D'où leurs craintes : ne leur imposera-t-on pas alors une autre année de service ? Ne seront-ils pas les cobayes d'une mauvaise farce ? « Plus les échéances approchent, explique l'un, plus on y pense même si l'on nous répète qu'ils trouveront bien un accord ».

« Le problème est difficile », reconnaît-on au Quai d'Orsay où l'on affirme « en avoir parlé à maintes reprises aux autorités algériennes, proposant de régler cette question dans la perspective d'une convention ». De négociation, il n'est point question dans cette déclaration. Il ne peut s'agir, en l'état, pour l'Algérie, d'admettre que quelque trois cent mille nationaux, nés en France, après la guerre d'indépendance, puissent lui être rattachés : la France ne veut pas remettre en cause le principe du code de nationalité qui veut qu'un Français l'enfant légitime ou naturel né en France lors de l'un des parents y est lui-même né. Cette guerre de principes ne saurait pourtant justifier que l'on ne trouve un accord pratique, sinon à la question de la nationalité, du moins à celle pour le moins incongrue de ce double service militaire.

NICOLAS BEAU.

(1) Les jeunes nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1963 sont considérés par les autorités françaises, en application de la loi de 1973, comme nécessairement Algériens. Certaines familles sont désormais sur le plan légal en partie françaises, en partie algériennes.

prévue en cas d'accident de la circulation.

A la demande de M. Marcel Lohier, avocat à Nîmes, le tribunal lui a donné satisfaction, selon une information qui mérite d'être notée. La requête de M. Fourcade s'appuyait sur les termes de la police d'assurance de son mari définissant un accident de la circulation comme « un accident provoqué par l'usage comme conducteur ou comme passager d'un moyen de transport privé ou public par voie de terre ou de fer ». Bien que M. Fourcade ait utilisé le ski pour ses loisirs, ces skis « n'en demeurent pas moins un moyen de transport comme un autre », a estimé le tribunal, en soulignant que leur utilisation « est indispensable dès lors que la neige dépasse une certaine densité ».

L'U.A.P. a fait appel de cette décision. M. Fourcade devra donc attendre l'arrêt de la cour pour percevoir, éventuellement, l'indemnité à laquelle, selon le tribunal, elle a droit. Si la cour d'appel venait à confirmer cette décision, il est probable que les compagnies d'assurance renverraient la rédaction de leurs contrats pour se mettre à l'abri de telles surprises.

# Sous le vol, le recel

Du théâtre de la délinquance, nous ne retenons que les acteurs.

Pas un mot des couilles, de la machinerie économique sans laquelle le vol serait une occupation de piètre avenir. « Si l'on n'y avait pas de recelleurs, il n'y aurait pas de voleurs », résume le commissaire Sergio Devos, chef de la brigade de répression du banditisme (B.R.B.) à Paris.

Conjonction du silence ? Pourquoi pas ? M. Gilbert Bonnemaison, président de la commission des maires sur la sécurité, s'en étonne : « Pourquoi passe-t-on si souvent sous silence les circuits commerciaux qui vivent de la délinquance ? Elle n'a pas que des acteurs, elle a aussi ses profiteurs ». En somme, n'est-il pas plus commode de focaliser l'attention sur le cambrioleur récidiviste, le jeune délinquant, l'immigré chapeauté et de se désintéresser des commanditaires, cette partie enfouie de l'iceberg, plus complexe, moins spectaculaire ? C'est une des questions dérangeantes posées par le rapport de la commission des maires, remis en décembre 1982 au premier ministre. Elle s'étonne que la répression ne soit pas plus « dirigée contre les organisateurs de la délinquance », contre le recel qui « a pris les proportions d'un véritable commerce », les filières qui « sont en passe de constituer de véritables petits empires ».

Les maires sont catégoriques : « Une véritable politique répressive démantelant les réseaux organisés n'a pas encore été mise sur pied », tandis que « les recelleurs défilent à la justice sont trop souvent des immigrés apatés par les prix très bas de ce marché ». Bref, les recelleurs occasionnels sont à plus rude épreuve que le recel organisé.

## Le rôle des « gens honnêtes »

Si le sujet dérange, c'est qu'il échappe aux clichés sur la délinquance. A l'intersection du banditisme répréhensible et du commerce respecté, il dément les catégories simplistes, partageant la France en malfaiteurs et honnêtes gens. Ici, les certitudes des spécialistes policiers bousculent la bonne conscience : des circuits commerciaux honorables, ayant pignon sur rue, profitent de la délinquance. Le commissaire Devos avoue sa surprise : « Dans les grosses affaires de vol, même si nous remontons jusqu'aux auteurs, nous ne retrouvons pratiquement jamais la marchandise, ou seulement une partie infime ». Conclusion : le circuit d'écoulement commercial préexiste au vol, en est la condition sine qua non.

Deux exemples : délaissant les banques désormais trop protégées, les spécialistes du hold-up se sont reconvertis dans la bijouterie. Ainsi, pour une valeur de 8 millions de francs, des montres Rolex ont été volées lors d'un « casse » à Paris. Toutes numérotées, répertoriées, signalées à Interpol. Mais quel résultat policier au bout du compte : une montre retrouvée en Allemagne, une autre à Paris, une troisième à Marseille. De même,

sur les 40 millions de francs de bijoux dérobés lors de cinq cambriolages — chez Van Gold et Cartier notamment — et attribués à Bruno Sulak, les policiers n'ont récupéré que 3 millions. « Des bijoux pourtant marqués, poinçonnés », répètent les enquêteurs.

Second exemple, plus significatif : le vol de fret — camions ou wagons, chargement compris — connaît un essor nouveau, à tel point que, depuis mars 1982, un groupe spécialisé s'est occupé à la B.R.B. Et là aussi la marchandise est le plus souvent introuvable. « Pour les bijoux, on peut invoquer les filières étrangères, penser qu'ils sont retournés à Anvers ou en Israël », commente le commissaire Devos. « Mais pour un camion de bouteilles de whisky ou de Ricard, un wagon de magnétoscopes, il faut alors se faire à l'idée que la marchandise passe par des circuits commerciaux classiques, distincts du co-

de la « bonne foi » du possesseur, celle-ci est souvent supposée d'embellie. Ainsi les antiquaires doivent-ils indiquer l'identité de leurs fournisseurs sur un registre dit livre de police. « S'ils ont respecté cette formalité, ils sont supposés de bonne foi », explique M. Devos. Si la marchandise est volée, si l'identité s'avère fautive, si la transaction s'est faite en liquide, nous ne sommes pas dupes, mais nous ne pouvons rien ».

Quant aux habitudes, les policiers en reconnaissent volontiers le poids : « C'est une question de standing : l'auteur du crime nous intéresse spontanément plus que le recel. La justice a le même penchant : il suffit de comparer les peines données pour recel aux condamnations pour vol ». Tout comme les assurances qui, pour la récompense, exigent la récupération de la marchandise... et l'arrestation des auteurs. Aux Etats-



(Dessin de PLANTU.)



(Dessin de PESSIN.)

taires françaises. Rarissimes sont ceux qui ont accepté de revêtir l'uniforme français, minoritaires restent ceux qui parlent en Algérie. Doublement inconnus donc, même s'ils ne se revendiquent pas comme tels : décidés par tous les moyens à échapper à ces trois ans de service (deux ans en Algérie, un an en France) auxquels ils sont théoriquement condamnés en l'absence de tout accord, pour l'instant, entre les deux pays.

Ainsi Mansour, né en France il y a dix-neuf ans, menait-il une existence paisible entre les cafés de la place du Pont, à Lyon, et le commerce de son père où il aidait un peu lorsqu'il fut convoqué coup sur coup, il y a deux mois, par l'armée française et le consulat algérien. Pas question, dit-il, « d'être sous les ordres de ceux qui ont tué nos familles ». Pas davantage question, pour lui, de partir en Algérie, « ce pays à la mentalité différente ». Il se rendait le 9 février au centre de recrutement de Lyon, bourré de cachets. « J'étais complètement K.O. », raconte-t-il, « je les ai insultés et ils m'ont pris pour un camé, pour un malade mental ». Le soir même, il était exempté. Le consulat algérien, lui, le déclarait apte : cette

les parents » pour partir en Algérie : « C'est la zone, l'armée, là-bas, explique Karib. Un cousin m'a raconté. On n'est pas habitué à cette chaleur et à ce niveau de discipline ».

Combien sont-ils à opposer une double résistance aux armées française et algérienne ? Aucun chiffre n'est disponible. Les représentants de l'armée, en France, expliquent non sans raison qu'ils considèrent ces jeunes comme des Français ordinaires ; ils ne possèdent pas à leur sujet de statistiques particulières. Les autorités algériennes ne veulent pas fournir de précision, comme ce consul d'Algérie à Lyon qui, « débordé », ne répondra à aucune question. L'opposition au service militaire français semble malgré tout assez générale et la possibilité d'un sursis automatiquement accordé jusqu'à l'âge de vingt-deux ans largement utilisée, ce qui reporte les premières vraies difficultés en France, à l'année 1985. Certains, en revanche, accomplissent le service militaire algérien : « Une minorité », d'après M. Christian Delorme, un permanent de la CIMADE qui vit depuis dix ans parmi ces jeunes ;

## Nouvelles inculpations en marge de l'affaire du Coral

M. Raymond Hurty, cinquante-six ans, moniteur de colonies de vacances, qui s'était constitué partie civile en octobre 1982, au nom d'une association de sauvegarde de l'enfance, dans l'affaire de pédophilie au Coral d'Aimargues (Gard), a été inculpé, le 29 mars, d'attenter à la pudeur sans violence sur des enfants et moins de quinze ans et d'excitation de mineur à la débauche, par 4. Michel Salzmann, juge d'instruction à Paris. Il a été placé sous mandat de dépôt. Accusé par plusieurs enfants de s'être livré sur eux des actes impudiques, il n'a jamais écarté le Coral, ni ses dirigeants, ais était en relation avec M. Gérard Durand, professeur de flûte à bec, que M. Salzmann a inculpé, et il a été détenu pendant trois mois. Hurty s'est défendu par Jean-Louis Thier-Vignancour. M. Salzmann a notifié, d'autre part, les mêmes inculpations à y a quelques jours à M. Bruno Harand, météorologue, qui a été un certain temps éducateur dans un « lieu de vie » de l'Arrière,

et à M. Yves Renard, vingt-cinq ans, marié, ami des époux Sigala, qui aurait effectué de courts séjours au Coral. Ces deux inculpés ont choisi pour défenseur M. Elisabeth Auerbacher.

## Un jugement du tribunal de Nîmes : une chute à ski est un accident de la circulation

Un accident de ski est un accident de la circulation et doit être indemnisé comme tel. Tel est le jugement que vient de rendre le tribunal de Nîmes à la suite de la mort d'un médecin de cette ville, le docteur Henri Fourcade, décédé après une chute sur les pentes de la station d'Avoriaz (Haute-Savoie), en février 1981.

La compagnie d'assurance du docteur Fourcade, l'U.A.P., avait versé à sa veuve l'indemnité prévue en cas d'accident, soit 600 000 francs environ. M. Fourcade prétendait cependant obtenir une indemnité supérieure de 50 %,

## Arrestation d'un espion à Meaux

M. Patrick Guerrier, vingt-cinq ans, archiviste dans une société industrielle, a été inculpé d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère et écroué à la prison de Meaux, mercredi 30 mars, à 4 heures, après avoir été informé, quelques heures plus tard, par des agents de la direction de la surveillance du territoire (D.S.T.), avoir permis d'établir que certains projets de la société de mécanique de précision employant M. Guerrier avaient pris le chemin de Moscou.

C'est au début de la semaine dernière que le jeune archiviste a été interpellé à Meaux, alors qu'il rentrait à un attaché commercial de l'ambassade soviétique à Paris une enveloppe contenant plusieurs photocopies de plans.

Un deuxième avocat pour Klaus Barbie. — Le bâtonnier Alain de la Servotte, qui s'est commis d'offense pour assurer la défense de Klaus Barbie, a décidé de faire appel, pour l'aider dans sa tâche, à M. Robert Boyer, du barreau de Lyon. M. Boyer, qui est aussi prêtre — il

appartient à la compagnie de Jésus, — avait assuré avec M. André Soulier la défense de Jean-Marie Devesaux, un jeune commis boucher lyonnais, soupçonné d'avoir tué une fillette, condamné lourdement par la cour d'assise de Lyon, puis acquitté ensuite par celle de Dijon. M. Boyer a aussi été le défenseur des prostituées qui occupèrent, en 1975, l'église Saint-Nizier de Lyon, transférée en forum. Il est l'auteur d'un ouvrage paru en 1976 chez Denoël, la Justice dans la balance.

Deux des militants bretons interpellés mardi 29 mars devant la mission d'arrêt de Rennes ont été écroués. Ils comparaitront le 6 avril devant le tribunal correctionnel de la ville. MM. Jean-François Bideault, vingt-trois ans, mécanicien à Rennes, et Jean-Pierre Le Mat, trente ans, ingénieur agronome à Landernau (Finistère), s'étaient opposés à l'entrée dans la prison du fourgon cellulaire qui ramenait deux de leurs camarades qui avaient été jugés l'après-midi pour insoumission. Au cours des incidents qui avaient eu lieu devant la maison d'arrêt, deux gendarmes avaient été assez sérieusement blessés (le Monde du 31 mars). — (Corresp.)

Condamnation d'un ancien directeur financier. — Pour faux, usage de faux et détournement de fonds (une somme de 5,6 millions de francs), le tribunal de Poitiers a condamné, le jeudi 31 mars, M. François Perdigon, trente-sept ans, ancien directeur financier de Centre-Ouest-Equipement, à quatre ans de prison ferme. M. Perdigon avait tenté, en 1979, de relancer l'entreprise Lelot S.A. de Poitiers, qui comptait deux cent soixante salariés répartis dans les succursales d'Angoulême, Saintes, La Rochelle, Niort et Châtelleraut. Cette société avait déposé son bilan. Les détournements de fonds ont été effectués entre 1979 et 1982 (le Monde du 18 juin 1982). — (Corresp.)

Des explosifs dans le sous-sol de l'Ecole polytechnique. — Cinq cents grammes de plastique, un détendeur et un bouchon allumeur dissimulés dans un sac ont été découverts dans le sous-sol d'un des bâtiments de l'Ecole polytechnique situés à Palaiseau (Essonne). Selon le général Daniel Guillon, directeur de l'Ecole, la présence de ces explosifs n'est « rien de dramatique ou exceptionnel », mais elle constitue la preuve d'une connaissance de la facilité des élèves.



















# Economie

## Les effets de l'inflation et ceux du plan de rigueur

### La réponse des ordinateurs

La politique économique menée en France depuis juin 1981 a eu pour effet, en même temps qu'elle soutenait l'activité, de dégrader le solde de notre balance commerciale et d'accroître l'inflation, d'où la nécessité des deux réajustements, de parités monétaires au sein du S.M.E. intervenus en octobre 1981 et juin 1982. Compte tenu de ces réajustements, l'impact total de la politique française a été une aggravation de 45 milliards de francs du déficit commercial de 1982 qui, si ces effets n'avaient pas joué, n'aurait donc été que de 48 milliards de francs (au lieu de 93 milliards de francs).

Ces effets continuant à jouer, on comprend très bien qu'un troisième réajustement ait été nécessaire, qui a conduit à une nouvelle dévaluation de 8 % du franc par

l'investissement productif au cours de ces dernières années va peser lourd, d'autant que la réduction du temps de travail en 1982 a eu pour conséquence de diminuer la durée d'utilisation des équipements et l'offre potentielle. Cela explique également que la dévaluation ait pour effet d'accroître le volume des importations.

Il apparaît aussi, à cause de l'insuffisance de l'offre — que la troisième dévaluation du franc risque d'être moins efficace que les précédentes pour la croissance et le solde commercial en volume. Le poids des importations étant par contre directement renforcé, son effet sera en définitive d'accroître respectivement de 10 milliards et 15 milliards de francs le déficit de la balance commerciale française en 1983 et 1984.

Le réajustement commercial ne pourra être obtenu que très progressivement. L'endettement extérieur de la France continuera donc à s'accroître; mais l'augmentation des charges financières qui en résultera rendra encore plus difficile le réajustement de la

balance des paiements (2). La question se pose de savoir si une augmentation importante de l'endettement extérieur sera possible encore longtemps, sans crise financière grave? Une telle incertitude ne manquera pas de peser sur le franc qui, faute d'un redressement suffisant de l'économie française, devrait de nouveau atteindre progressivement son cours-plancher pendant l'année prochaine.

A l'horizon de 1985, pour réajuster la balance commerciale, il faudrait diminuer d'environ 5 % à 6 % le volume de la consommation des ménages, soit réduire d'environ 7 % à 8 % leurs revenus réels (en sus de ce qui a déjà été fait). Pour peser efficacement sur la consommation, il faudrait agir directement sur le pouvoir d'achat des revenus primaires et les transferts sociaux. Mais il conviendrait que le renforcement de la politique de rigueur pèse sur l'ensemble des Français, et non principalement sur les salariés comme le font les mesures récentes assises sur les revenus imposables.

**RAYMOND COURBIS,**  
à l'université de Paris-X-Nanterre,  
directeur du GAMA.  
**ANDRÉ KELLER,**  
maître-assistant  
à l'université de Paris-II,  
chargé de recherche au GAMA.

(1) Le modèle MOGLI est un modèle économique plurisectoriel de l'économie française.

#### I. L'investissement va baisser en 1983 et 1984

	1982	1983	1984
PIB marchand	1,5	1,1	0,3 (1)
Importations	3,6	2,1	1,2
Consommation des ménages	3,4	1,2	0,1
Investissement	-0,9	-3,5	-3
dont : Entreprises	+1	-3,7	-4,1
Exportations	-2	5,4	4,1
Prix : moyenne annuelle	12 %	9,6 %	10,2 %
Gisement (différence/déc.)		10,2 %	9,8 %
Revenu disponible des ménages (en volume)		+0,2 % (2)	+0,1 %
Balance commerciale (en milliards de F.)	-95	-75	-53
Revenu de financement extérieur	115	181	90
Demandes d'emploi			
En moyenne		2 105 000	2 265 000
En fin d'année		2 140 000	2 330 000

(1) Compte tenu d'une indentation partielle des salaires sur les prix.  
(2) En tenant compte de l'impact forcé.

Le tableau ci-dessus donne pour 1983 et 1984 les prévisions de GAMA. Elles indiquent évidemment les effets de la politique économique (dévaluations, mesures de rigueur, baisse du dollar, etc.) analysés dans l'article de R. Courbis et A. Keller, effets monétaires dans l'autre tableau. Ainsi pour 1983, l'effet global de dévaluation et du plan de rigueur est une accélération de 0,4 % de la croissance économique mesurée en terme de PIB (tableau 2); celle-ci issue de ce fait portée à 1,1 % (tableau 1).

rapport au deutchemark. La troisième dévaluation aura-t-elle une incidence favorable? On trouvera dans le tableau ci-dessous — calculée avec le modèle MOGLI (1) — les effets pour 1983 et 1984 de cette troisième dévaluation du franc, ainsi que ceux des deux précédentes.

Incontestablement, la croissance se trouve stimulée; l'amélioration de la compétitivité entraîne en effet à court terme une augmentation du volume de nos exportations. La dévaluation du franc a toutefois comme contrepartie — sauf à mettre en œuvre un nouveau blocage — d'accroître la hausse des prix, ce qui tend à en réduire les effets bénéfiques à court terme, notamment en ce qui concerne la compétitivité. En même temps, l'augmentation induite de la demande intérieure qui accompagne la relance de la production vient aggraver la tension sur l'offre et la demande.

Pour ces différentes raisons, l'accroissement de la croissance du volume des exportations fait rapidement place à un ralentissement, si bien que, au total, le niveau du volume global des exportations en 1984 ne serait supérieur que de 0,3 % à celui qu'on aurait eu en l'absence d'une nouvelle dévaluation du franc. L'insuffisance de

90 milliards de francs en 1983 si une politique corrective n'avait été mise en place.

L'offre ne pouvant être stimulée que progressivement, le seul remède était de réduire la demande intérieure — en évitant toutefois de peser sur les investissements productifs pour ne pas hypothéquer le nouveau l'avenir.

On comprend dès lors l'intérêt des mesures retenues le 25 mars dernier pour accompagner la dévaluation du 21 mars. Elles visent précisément (voir à ce sujet le Monde daté 27-28 mars) à réduire la consommation et la demande publique. Ces mesures ont pour effet immédiat de freiner la croissance (de 0,5 point en 1983), mais les exportations se trouvent stimulées (de 0,7 point en 1983). La réduction de la demande intérieure permet en effet de libérer des capacités de production pour l'exportation.

Bien que le revenu disponible des ménages soit amputé de 25 milliards de francs au total en 1983, l'incidence sur la consommation des ménages est faible : respectivement 0,3 % et 0,4 % sur le niveau de la consommation en volume en 1983 et 1984. Cela s'explique facilement : l'économiste montre en effet qu'une augmentation de la fiscalité directe (ou un emprunt forcé) pèse beaucoup plus sur l'épargne que sur la consommation. Les mesures retenues conduiraient ainsi à une baisse de 0,6 point du taux d'épargne des ménages en 1983 — ce qui amoindrit l'effet que la baisse du revenu disponible a sur la consommation. En même temps, les limitations apportées pour les voyages touristiques à l'étranger conduiraient à un report vers des dépenses en France. Par contre, l'augmentation des tarifs publics et celle de la fiscalité pétrolière pèseront sur la consommation.

La demande intérieure diminuant, qu'il s'agisse de la consommation des ménages ou de la demande publique, cela aura pour effet d'améliorer le solde commercial : de respectivement 17 milliards et 22 milliards de francs en 1983 et 1984. L'impact des « mesures d'accompagnement » sur le solde commercial fera donc un peu plus que compenser celui — défavorable — qu'a, à ce niveau, la troisième dévaluation du franc. L'impact global sera donc favorable : 6 milliards à 7 milliards de francs de moins pour le déficit de la balance commerciale en 1983 et 1984.

Bien que favorables, les effets des « mesures d'accompagnement » du 25 mars sur le solde extérieur seront insuffisants pour compenser complètement l'héritage de la politique intérieure de 1981-1982 et les effets des différentes dévaluations du franc. Malgré l'incidence favorable, que pour la reprise de l'économie mondiale sur notre commerce extérieur, le déficit de la balance commerciale française restera élevé en 1983 : il pourrait atteindre cette année 75 milliards à 80 milliards de francs, soit nettement plus que l'objectif officiel de 45 milliards de francs.

En 1984, le déficit commercial pourrait diminuer légèrement mais l'ampleur des mesures retenues pour freiner la demande intérieure est insuffisante pour réajuster complètement les échanges extérieurs d'ici à la fin de 1984. Pour l'année prochaine — sauf à réduire de nouveau la consommation — le déficit commercial devrait encore avoisiner les 50 milliards de francs.

#### Le grand commerce est-il responsable du déficit extérieur?

Les consommateurs sont-ils responsables du déficit du commerce extérieur? Depuis quelque temps, les professionnels s'insurgent d'être ainsi accusés d'être la cause des maux du pays. Certains d'entre eux commencent à réagir. Le Printemps lance au cours des prochains semaines (et pour la seconde année consécutive) une campagne d'information dont le but est de faire savoir — d'abord — un accroissement des bénéfices grâce à une augmentation de ses ventes. Au cours de printemps donc, le grand magasin de boulevard Haussmann relance ce qu'il appelle « le défi français ». Son objectif est simple : substituer progressivement — et dans la mesure où c'est possible — des articles nationaux aux marchandises étrangères. Et aussi de le dire à ses clients. En 1982, 16 % environ des articles vendus par les magasins du groupe (grands magasins ; Printemps ; Armand Thèry) étaient d'origine étrangère (13 % en 1981).

Mais les fabricants français ne paraissent pas très prêts à répondre à la demande. Sur cinq cent cinquante appels d'offre, Le Printemps a reçu cent cinquante-seize réponses positives. Il est vrai que l'écart de prix de revient sur des articles de grande consommation

reste presque impossible à concurrencer.

Ainsi pour les chemises, Printemps vend chaque année environ un million de chemises pour hommes (3 % de la demande nationale). Deux sur trois d'entre elles sont proposées sur clients, au plus à 65 francs. Aucun fabricant français ne peut en produire pour qu'elles soient écoulées à ce prix-là.

Les responsables du Printemps remarquent encore que le mode de commerce actuel à l'étranger, et la France. Ses créateurs avaient pourtant quelle réputation? Ils sont aujourd'hui accusés pour nombre d'articles par les Français.

Pour les responsables du groupe, le « maître » (ils préfèrent ce terme à celui de « reconquête ») du marché national doit être accompagné par un développement des exportations.

Leur message a déjà été concédé dans de nombreux pays. Ils s'engagent à présent dans des négociations géographiques répétées difficiles : le Japon, la Corée du Sud, des pays du Proche-Orient. Les accords qu'il a déjà passés avec des distributeurs étrangers lui ont rapporté 120 millions de francs en 1982 (chiffre d'affaires de groupe 18 milliards de francs).

A.T.

#### Les syndicats veulent se faire entendre

(Suite de la première page.)

Il demande au premier ministre « si l'objectif gouvernemental du maintien nominal et global des pouvoirs d'achat des salariés ».

« Si les travailleurs savent que la rigueur est nécessaire, a déclaré M. Edmond Maire, ils n'admettent pas que l'emploi soit sacrifié. » Et la C.G.C., la plus virulente, a dénoncé l'incohérence de ce plan — certains disent qu'ils ont « lavé » la tête de M. Mauroy, reprochant au gouvernement son « inadmissible lenteur » pour définir et appliquer une « nouvelle stratégie industrielle ».

Toutes les confédérations ont été unanimes pour dénoncer les insuffisances économiques du plan de rigueur, c'est-à-dire l'absence de mesures pour lutter contre le chômage et relancer l'activité industrielle.

« Si les travailleurs savent que la rigueur est nécessaire, a déclaré M. Edmond Maire, ils n'admettent pas que l'emploi soit sacrifié. » Et la C.G.C., la plus virulente, a dénoncé l'incohérence de ce plan — certains disent qu'ils ont « lavé » la tête de M. Mauroy, reprochant au gouvernement son « inadmissible lenteur » pour définir et appliquer une « nouvelle stratégie industrielle ».

Quant aux « corrections » suggérées par les syndicats, si elles sont comprises lorsqu'il s'agit d'obtenir une modulation des prélèvements fiscaux, elles divergent quand elles portent sur les recettes de remplacement ou les compléments à apporter. La C.F.D.T., en réclamant la participation des syndicats aux instances chargées de relancer l'investissement dans les entreprises, irrite l'F.O. La C.F.D.T., en demandant une augmentation du pouvoir d'achat du S.M.C. de 4 %, et la C.G.T., en croyant toujours à une relance par l'augmentation des salaires et de fortes taxes sur les fortunes (un doublement) et les dividendes semblent pratiquer une surenchère qui gêne les autres confédérations plus modestes et réalistes dans ce domaine.

A toutes ces revendications auxquelles s'ajoutent, pour la C.F.D.T., la réduction des horaires, l'amélioration des conditions de travail et de la formation, pour la C.G.T., de nouvelles formes d'économies pour la Sécurité sociale, qu'a répondu M. Mauroy?

Les syndicats ont été avertis d'indiquer. Il semblerait cependant qu'après les légères corrections sur les prélèvements fiscaux (familiales, retraites) M. Mauroy annoncerait des mesures en faveur de la relance de l'activité économique. Selon l'F.O., « le soul du gouvernement est de promouvoir une politique industrielle en aidant certains secteurs, la machine-outil par exemple ». Selon M. Krasucki, des initiatives seront prises prochainement. Et Matignon confirme ce point en ajoutant que le discours du premier ministre comprendra « un volet industriel ».

En tout cas, les dirigeants syndicaux ont tous affirmé qu'ils détermineraient leur attitude après le discours de M. Mauroy, tout en laissant planer la menace d'actions revendicatives. La C.G.C. envisage des manifestations, voire une grève nationale; l'F.O. fait savoir que ses syndicats ne resteront pas immobiles et que des « conflits graves » ne sont pas à exclure; la C.F.D.T. plus modérée (elle « ne veut pas jeter de l'huile sur le feu ») parle de « mobilisation pour l'emploi ». Et la C.G.T.? Les discours enflammés qu'elle prononçait contre M. Barre sont certes bien oubliés, et c'est la C.G.C. qui prend le relais et trouve M. Mauroy plus réactif que le pouvoir giscardien. Mais le ton très

froid qu'a utilisé M. Krasucki à la sortie de Matignon illustre la grande gêne de la C.G.T. Le numéro un de la centrale cégétiste a parlé d'intervention calme mais ferme des syndicats : « Il faut se faire entendre pour être compris », a-t-il déclaré. Faut-il en conclure que M. Krasucki n'a pas été compris? Toujours est-il que la Confédération a lancé une campagne, pour le moment, de sensibilisation. Des millions de tracts sont diffusés pour faire connaître le « désaccord de la C.G.T. » avec la plupart des mesures Delors. Pas question de porter atteinte au pouvoir d'achat, pas question de marquer une pause, indique la Vie ouvrière. Comme à la C.G.C. et à l'F.O., on indique que les protestations téléphoniques se multiplient. Des délégations sont prévues auprès des députés socialistes. L'action revendicative ira-t-elle plus loin et sera-t-elle plus forte? Deux types de protestation pourraient se développer : contre le forfait hospitalier dont la C.G.T. en tête demande l'annulation; pour l'ouverture immédiate de nouvelles négociations sur les traitements des fonctionnaires. De la C.G.T., qui ne « saurait accepter la poursuite du retard entre les rémunérations et les prix » (et réclame donc l'indexation), à l'F.O., un front, certes diversifié, de contestataires pourrait se dresser contre l'Etat-patron. Chacun parle de « mobilisation » sans encore pouvoir dire s'il s'agit de « recroquer ses manches » pour que le plan modifié réussisse — hypothèse très aléatoire, — de pratiquer le harcèlement — voie plus probable — ou de déclencher la guerre.

JEAN-PIERRE DUMONT.

#### II. Incidence sur l'économie française des trois dévaluations du franc et des mesures d'accompagnement de mars 1983

	(1) Effet des dévaluations d'octobre 1981 et de juin 1982	(2) Effet de la dévaluation de mars 1983	(3) Effet des mesures d'accompagnement de mars 1983	(4) Effet total = (1) + (2) + (3)	(1) Effet des dévaluations d'octobre 1981 et de juin 1982	(2) Effet de la dévaluation de mars 1983	(3) Effet des mesures d'accompagnement de mars 1983	(4) Effet total = (1) + (2) + (3)
<b>CROISSANCE (en %) (a)</b>								
PIB marchand	+ 0,8	+ 0,1	- 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	- 0,1	+ 0,6
Importations	+ 0,7	- 0,1	- 0,3	+ 0,3	+ 1,2	+ 0,2	- 0,1	+ 1,3
Exportations	+ 0,8	+ 0,4	- 1,1	+ 0,1	+ 0,5	- 0,4	- 0,3	- 0,2
Investissements	+ 0,8			+ 0,1	+ 0,9	+ 0,8	- 0,1	+ 2,6
<b>INFLATION (en %) (b)</b>	+ 2,5	+ 0,6	+ 0,1	+ 3,2	+ 2,5	- 0,2	+ 18,6	- 35,2
<b>CHOMAGE (en millions)</b>	- 35,5	- 1,6	+ 11,8	- 25,3	- 49,2	- 5,6		
<b>SOLDE COMMERCIAL (en milliards de francs constants)</b>	- 34,8	- 10,4	+ 16,6	- 28,6	- 27,9	- 15,2	+ 22,0	- 21,1

(a) Incidence (en points) sur le taux de croissance en volume (aux prix de 1970).  
(b) Incidence (en points) sur le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation (comptabilité nationale).

#### Des précisions sur le nouveau contrôle des changes

La Banque de France a adressé, vendredi 1<sup>er</sup> avril dans la soirée, une série de directives aux banques sur les modalités d'application du dispositif de contrôle des changes. Le ministre de l'économie et des finances a rendu public, à travers un long communiqué, l'ensemble de ces directives qui apportent des précisions et des aménagements sur un certain nombre de points.

Les voyageurs qui ont effectué le 24 mars au plus tard, soit la veille de l'annonce de la nouvelle réglementation, des versements d'acomptes ou d'arrhes pour des séjours à l'étranger pourront régler le solde de la dépense, quel que soit son montant, sans l'imputer sur l'allocation touristique.

Pour les voyages linguistiques, l'allocation annuelle est majorée de 2 000 F en maximum pour les personnes de moins de vingt-cinq ans. Les dépenses relatives à d'autres voyages non touristiques

(notamment les déplacements sportifs ou artistiques, les missions hospitalières, ou les séjours à l'étranger) peuvent donner lieu à autorisation particulière.

Si leur activité professionnelle le justifie, les travailleurs indépendants, les membres de professions libérales, etc., pourront obtenir, auprès des autorités compétentes, l'autorisation d'utiliser leur carte de crédit à l'étranger.

Lorsqu'un résident français se rend à l'étranger pour y recevoir des soins médicaux, les frais d'hospitalisation et de soins peuvent être transférés sans être imputés sur son allocation touristique.

Toute acquisition de titres donnant droit à l'étranger à des prestations à caractère touristique (bons d'essence, bons d'échange) doit être imputée sur l'allocation annuelle, avec mention sur le carnet de change.











## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

1. L'évolution de la situation en Pologne.
2. Aux États-Unis, des parlementaires protestent contre l'intervention de la C.I.A. au Nicaragua.
3. Les entrées israéliennes libanaises.

### FRANCE

4. Les logiques d'une élection présidentielle.
5. Les jeunes Franco-Algériens à la caserne.
6. Sous le vol, le réel.

### CULTURE

7. Marseille se penche sur son passé.

### ÉCONOMIE

8. La réponse des ordinateurs sur les effets de l'inflation et du plan de rigueur.
9. Le chômage à l'étranger.
10. Les crédits, changes et marchés financiers.

### LES ÉMISSIONS DE TÉLÉVISION DU WEEK-END (14)

- INFORMATIONS SERVICES (14)**
- Journal officiel : Méthodologie ; Mots croisés.
  - Carnet (14) : Programme des spectacles (12).

### En Iran

#### L'IMAM KHOMEINY DEMANDE AUX ÉTATS DU GOLFE DE CESSER DE SOUTENIR L'IRAK

Téhéran (A.F.P.). — L'imam Khomeiny, à l'occasion du quatrième anniversaire de la proclamation de la République islamique d'Iran, a demandé vendredi 1<sup>er</sup> avril aux États de la région d'établir des relations d'amitié avec l'Iran et de cesser de soutenir l'Irak.

Dans un message lu par son fils, l'hodjatolislam Ahmad Khomeiny, devant quelques dizaines de milliers de personnes rassemblées pour la prière à l'université de Téhéran, l'imam Khomeiny a néanmoins critiqué les « États de la région, qui comme Saddam (Saddam Hussein, chef de l'Irak irakien), sont des fantômes et se désolent pour satisfaire les États-Unis et Israël ». « Créez des liens d'amitié avec la République islamique qui est la seule puissance de la région. Soyez sûrs que les États-Unis ne vous aideront pas efficacement quand vous serez en difficulté », a-t-il affirmé.

Incendie sur un car-ferry français : un mort, une vingtaine de blessés. — Un passager est mort et une vingtaine d'autres ont été blessés par brûlures dans l'incendie qui s'est déclaré samedi 2 avril à bord du car-ferry français Armoric, qui a largué de la Cornouaille britannique. Effectuant la liaison entre la France et la République d'Irlande avec sept cents passagers à bord, le bateau se dirigeait vers Cork. Des hélicoptères et des avions de la Royal Navy ont été envoyés sur les lieux pour évacuer les blessés. — (A.F.P., Reuters).

#### Les mouvements de grève s'amplifient chez les médecins hospitaliers

La grève illimitée qu'ont commencée le 22 mars les internes et chefs de clinique dans les centres hospitaliers universitaires (C.H.U.) continue, malgré les pourparlers qui se sont engagés avec MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et Edmond Hervé, secrétaire d'État chargé de la santé. Les grévistes déclarent en effet qu'en l'état actuel des discussions « aucun résultat concret n'a été obtenu (...). La plupart de nos revendications ont fait l'objet de réponses floues ».

Pour leur part, les internes de la région de Paris (internes des hôpitaux non universitaires, soit trente-cinq établissements de la région Île-de-France) ont décidé de se joindre au mouvement pour une « grève d'avertissement d'une semaine ».

Au niveau national, les internes des régions sanitaires (hors C.H.U.) soulignent qu'ils ont « les mêmes inquiétudes que leurs confrères de A B C D F G H ».

## M. Giscard d'Estaing, chercheur de fond et de forme

C'est à Lyon que, de retour des sports d'hiver, M. Valéry Giscard d'Estaing commentait, le 26 mars, le plan d'austérité adopté par le gouvernement. C'est à Lyon, le 25 mai, que, de retour d'un voyage de dix jours aux États-Unis (du 25 avril au 4 mai), l'ancien président de la République commentait, au cours d'une « fête républicaine » organisée par les élus de l'U.D.F. de la région Rhône-Alpes, « deux années de gestion socialiste ».

Les hasards d'un itinéraire de vacances et d'une invitation expliquent sans doute à eux seuls le fait que ces deux interventions se situent à Lyon, ville où les élections municipales ont donné lieu à la primaire la plus disputée au sein de l'opposition et qui est devenue le point d'ancrage de M. Raymond Barre depuis l'élection de l'ancien premier ministre, en juin 1978, au siège de député de la quatrième circonscription du Rhône.

Quelques jours avant de dresser le bilan de « deux années de gestion socialiste », M. Giscard d'Estaing réunit à Paris une conférence de presse.

Au programme de l'ancien chef de l'Etat ne figure pas le déjeuner qui devait le réunir à nouveau, au lendemain des municipales, avec M. Jacques Chirac pour « faire le point de l'union ». M. Giscard d'Estaing, qui avait été la puissance invitante lors de sa précédente rencontre avec le maire de Paris, le 7 janvier, estime, semble-t-il, que l'initiative, cette fois, doit revenir à ce dernier. Mais au moment où l'U.D.F. parle de mener sa propre liste aux élections européennes, en 1984, pareilles rencontres ne paraissent plus avoir la même priorité qu'auparavant.

Il s'agit plutôt, pour chacune des familles de l'opposition, et pour ses chefs de file, après avoir joué la carte de l'union, de revenir à une plus grande indépendance, de reprendre une autonomie de propositions ou de critiques. Cela est particulièrement vrai pour l'U.D.F., qui peut considérer que le R.P.R. a su, plus qu'elle, mettre en valeur ses propres succès. Cela est moins vrai pour le R.P.R., qui peut chercher à enfermer l'U.D.F. dans une union de l'opposition au sein de laquelle il apparaît comme la principale force d'entraînement. Un telle union permet, en outre, à M. Chirac de faire oublier le procès de « trahison » que M. Giscard d'Estaing lui avait fait en mai 1981.

Le rôle que peut et doit jouer l'opposition, et plus particulièrement l'U.D.F., M. Giscard d'Estaing ne manque pas de le rappeler en tenant compte des deux « bifurcations importantes » qu'ont été à ses yeux les élections municipales et le plan d'austérité. L'ancien président de la République estime que l'opposition « aurait eu avantage à accompagner la vague du 6 mars et à faire connaître, dans chaque commune, ce qu'aurait été son action dès le lendemain du 13 mars ».

A son avis, l'opposition a eu le tort de penser que « la vague passerait d'elle-même ». Mais l'ancien président de la République avait lui-même cru à la « confirmation » des résultats du premier tour. A cause de cette erreur d'appréciation, « l'opposition a adopté une attitude de réserve », qui, selon lui, a permis à la majorité de développer une campagne alimentant les craintes d'un électoral indécis. Pour rééquilibrer un tel discours, l'opposition aurait dû faire apparaître, estime-t-il, « des possibilités heureuses, [et] laisser plus grande ouverte la porte de l'espérance ». Autrement dit, elle n'aurait pas dû laisser à la majorité le soin de définir l'opposition négativement, d'autant que cette dernière a pu, par le passé, accrédi-ter l'idée que son retour au pouvoir signifi-

C.H.U. concernant leur avenir professionnel ». Leur fédération déclare dans un communiqué qu'elle « ne saurait reconnaître une négociation ministérielle menée avec une seule des catégories de médecins concernés par les mesures transitoires des réformes en cours », et se déclare prête, éventuellement, à recourir à une « épreuve de force ».

Les étudiants en médecine continuent, eux aussi, leur mouvement. Leur « coordination nationale » s'est réunie à Bordeaux pendant le week-end pascal. Les représentants de l'ensemble des C.H.U., qui participent à cette manifestation ont souligné, nous signale notre correspondant, le caractère positif de l'entretien qu'ils ont eu avec M. Pierre Bérégovoy. Une rencontre entre les délégués des étudiants en grève a eu lieu aussi avec MM. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et Edmond Hervé. Les négociations reprendront après le week-end pascal.

consacrée aux problèmes de défense, après l'adoption par le conseil des ministres de la loi de programmation militaire. A cette occasion, l'ancien chef de l'Etat reviendra vraisemblablement sur l'un de ses sujets de préoccupation, qu'il avait abordé dans nos colonnes : le projet d'installation en Europe des euro-missiles américains (le Monde du 19 février).

M. Giscard d'Estaing, qui avait alors proposé de substituer à l'« option zéro » l'« objectif zéro », regrette que l'Europe n'ait pas pris l'initiative d'une telle proposition et ait laissé à M. Reagan le soin de l'exprimer.

Ces deux interventions sont les seules à figurer actuellement au calendrier de M. Giscard d'Estaing, qui, comme chacun des chefs de file de l'opposition, réfléchit à la meilleure manière de relancer le débat politique dans cette période de l'après-municipales. L'ancien président de la République semble s'interroger sur le fond et sur la forme de ses propos futurs, dans la mesure où certaines de ses récentes déclarations publiques ne paraissent pas avoir été bien perçues au sein même de sa propre famille politique.

Ainsi s'agit-il pour lui de ne pas créer d'« antagonismes » entre ceux qui ont pu faire des choix différents, mais de montrer qu'il veut comprendre l'évolution de l'état d'esprit des « déçus du socialisme ». Ainsi s'agit-il de préserver la « disponibilité » d'un tel électeur. En manifestant un esprit d'ouverture, l'opposition, en tout cas l'U.D.F., pourrait ainsi veiller à ne pas rejeter les déçus du socialisme dans la majorité et se montrer au contraire prête à les accueillir.

C'est dans cet esprit que l'U.D.F., selon M. Giscard d'Estaing, doit œuvrer : « Je crois qu'il est important pour la stabilité future de la France qu'il y ait un grand mouvement d'équilibre au centre ». L'ancien chef de l'Etat affirme toujours ne chercher à jouer « aucun rôle » dans ce mouvement, mais désire uniquement « contribuer à son organisation et à sa stabilité ».

Encore faudrait-il qu'un tel mouvement trouve une dynamique. Or, « en deux ans, il me semble, dit prudemment M. Giscard d'Estaing, que l'opposition n'a pas su envoyer des messages forts ».

Le message que doit envoyer l'opposition est, précise l'ancien chef de l'Etat, « celui d'une nouvelle espérance, simple, réaliste et généreuse ». Il ne s'agit pas, à ses yeux, d'élaborer un programme détaillé. Ce n'est pas, explique-t-il, le catalogue des cent dix propositions du programme socialiste qui a séduit les Français, mais le « message ».

C'est à l'élaboration d'un message analogue que continue de travailler M. Giscard d'Estaing, sans éviter les maladroites de langage ou une certaine précipitation qui le jettent régulièrement au cœur de la mêlée, alors qu'il aspire malgré tout à établir une certaine réserve. En favorisant régulièrement — tous les trois mois — la publication de rapports par le Conseil pour l'avenir de la France qu'il préside, l'ancien chef de l'Etat pourrait, de manière plus concrète, apporter sa contribution à l'élaboration d'un grand dessin de l'opposition. Dès le mois de juin devrait être publié un premier rapport sur l'éducation ou l'information professionnelle, d'après les données et chiffres « de manière à établir un ordre de priorité précis, dans le cadre d'un retour de l'opposition au pouvoir ».

A ces rapports viendraient s'ajouter, à l'automne, le livre auquel l'ancien président de la République travaille depuis de longs mois et dont l'élaboration l'aide à faire mûrir ses interrogations sur son propre avenir.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

## D'un sport à l'autre

### TENNIS : Noah et Leconte en finale du double

Après l'élimination de Borg, la pluie. Un seul match de simple comptant pour les quarts de finale du tournoi de Monte Carlo a pu avoir lieu le 1<sup>er</sup> avril à cause du mauvais temps. L'Américain Mel Puccell a éliminé l'Israélien Shomo Gikstein (6-0, 7-6), qui avait sorti au premier tour le numéro un mondial Ivan Lendl.

C'est sur un court couvert que les Français Yannick Noah et Henri Leconte se sont qualifiés pour la finale du double messieurs en battant la paire suédoise de Coupe Davis Anders Jarryd et Hans Simonsson (5-7, 6-3, 6-4).

A propos de la retraite de Borg, M. Philippe Chatrier, président de la Fédération internationale de tennis, a déclaré : « C'est triste de voir partir un grand champion. Cet abandon doit nous faire réfléchir sur les contraintes, à la fois physiques et morales, du circuit. »

### FOOTBALL : une journée « musclée »

Herald Schumacher a fait école. Comme le gardien de but de l'équipe de République fédérale d'Allemagne qui avait assommé Patrick Battiston lors de la demi-finale France-R.F.A. de la Coupe du Monde à Séville, le gardien de but nantais Bertrand-Demanes a « descendu », le 1<sup>er</sup> avril, un attaquant auxerrois, Garande, à l'occasion de la trentième journée du championnat de France de première division.

Poursuivant l'action engagée par Garande, Farret battit néanmoins le gardien nantais, qui ne fut pas sanctionné. Grâce à cette manière musclée de se faire respecter, Bertrand-Demanes quitta le terrain sans « encaisser » de nouveaux buts, et son équipe, qui reste nettement en tête du classement, fit match nul (1-1) après l'égalisation de Touré.

Au total, une journée de championnat très « musclée » qui a vu aussi des incidents éclater à Toulouse entre les supporters de l'équipe locale et l'arbitre de la rencontre avec les Girondins de Bordeaux. M. Kornath avait refusé d'accorder, à la dernière minute, un penalty qui aurait permis aux Toulousains d'égaliser.

### Résultats

*Auxerre et Nantes	1-1
Bordeaux b. *Toulouse	1-0
*Strasbourg et Paris S.G.	1-1
*Tours et Monaco	2-2
*Metz b. Lens	2-1
*Laval b. Bastia	1-0
*Lyon b. Brest	2-0
Nancy b. *Sochaux	1-0
*Lille b. Mulhouse	1-0
Saint-Etienne b. *Rouen	1-0

Classémeant. — 1. — Nantes, 46 pts ; 2. Bordeaux, 39 ; 3. Paris-S.G., 37 ; 4. Monaco, 35 ; 5. Laval, 34 ; 6. Lens, 33 ; 7. Brest, 31 ; 8. Auxerre, 30 ; 9. Nancy, Sochaux, 29 ; 11. Lille, 28 ; 12. Tours, Saint-Etienne, Toulouse, 27 ; 15. Metz, Strasbourg, 26 ; 17. Rouen, Bastia, 23 ; 19. Mulhouse, 24 ; 20. Lyon, 22.

## Il n'y a pas de séparation entre Jésus et Israël

déclare Mgr Lustiger

Dans un entretien avec Jean Daniel, directeur du Nouvel Observateur, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, explique longuement la continuité historique, et surtout spirituelle, entre le peuple d'Israël, Jésus-Christ et l'Eglise chrétienne.

« Il n'y a pas de séparation entre Jésus et Israël. Les évangélistes témoignent de l'histoire de Jésus en la référant sans cesse à l'histoire d'Israël. C'est en ce sens que Jésus est l'accomplissement d'Israël », dit Mgr Lustiger, qui ajoute : « Le mot est terrible, car il a été entendu comme signifiant l'annihilation du judaïsme et la persécution des juifs », alors que cela « n'implique pas la disparition historique d'Israël et ne rend vaines ni son existence historique ni sa vocation spirituelle ».

« La totalité des hommes est compromise dans le mot de Christ, a encore dit le cardinal, Rome tout autant que le peuple d'Israël. (...) La

passion de Christ sert de révélateur de la totalité du mal qui existe dans le monde et en chacun. (...) Le disciple de Jésus ne peut plus dire simplement d'un homme qu'il est bon ou mauvais, car il sait désormais que tout homme, et lui-même aussi, peut aller jusqu'à l'extrême du mal, et pourtant il sait que ce même homme est destiné à l'extrême du bien, et que le pardon lui est donné ».

D'autre part, dans un entretien publié par la Vie, en réponse à une question sur les risques d'une guerre nucléaire, le cardinal Lustiger répond : « Manier la peur ne me paraît pas une manière responsable de parler de ces problèmes ». L'opinion publique est surinformée, ce qui, selon le cardinal, « provoque un endurcissement, une accoutumance et finalement un rejet ». « Le problème n'est pas l'information, mais l'ouverture de l'esprit et du cœur de l'homme. Une ouverture spirituelle », conclut-il.

« Les Français se confessent de moins en moins, mais restent sensibles à une intervention de l'Eglise sur le plan moral. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par l'hebdomadaire catholique le *Pèlerin*, dont les résultats sont publiés dans les numéros du 27 mars et du 3 avril. 57 % des 1 000 personnes interrogées, âgées de dix-huit ans et plus, éprouvent le sentiment d'avoir fait simplement « une erreur » lorsqu'elles ont commis un acte qu'elles désapprouvent fortement au fond d'elles-mêmes. Parmi les catholiques, 56 % sont dans le même cas. Evolution de vocabulaire : le mot péché n'est employé que par 4 % des personnes interrogées.

Les Français affichent une désaffection de plus en plus grande pour la confession individuelle, puisque 69 % des personnes interrogées répondent ne jamais rencontrer un prêtre pour se confesser contre 54 % en 1974.

CHARTERS	ÉTÉ
Vol A.B. + séjour hôtel 1/2 pension	
Martinique	6.295 F
Semaine supplémentaire	2.240 F
Guadeloupe	6.095 F
Semaine supplémentaire	2.170 F
AIRCOM SET	
25, rue Le Boeuf	
75005 PARIS	
Tél. : 288-15-70	

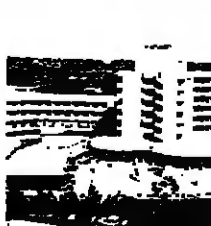
## VACANCES-CURES à MONTEGROTTO TERME

(Près de Venise-Italie)



**Hotel Solievo Terme**  
Tel. 193949/793600 - Telex 430180  
Montegrotto Terme (Padoue-Italie)  
FANGOTHERAPIE (Thérapie de la boue)  
contre rhumatismes, arthrites, sciaticues,  
surtout des fractures, etc. Service de cures interne.  
3 PISCINES THERMALES  
Tenne + Maître de Tenis (Aussi pour les clients âgés)

NAVETTES D'AUTOCARS DE LUXE HEBDOMADAIRES  
NICE-MONTEGROTTO TERME (Directement aux Hôtels)  
ET RETOUR.



**Hotel Commodore Terme**  
Tel. 193949/793777 - Telex 430180  
Montegrotto Terme (Padoue-Italie)  
FANGOTHERAPIE (Thérapie de la boue)  
Prix forfaitaire : 14 jours Demi-Pension  
+ 12 cures à partir de F.F. 3.850  
3 PISCINES THERMALES  
(avec différentes températures)  
CURES - EXCURSIONS CULTURELLES - SPORT